



Distribution: générale

Date: 6 février 2017

Original: anglais

Point 7 de l'ordre du jour

WFP/EB.1/2017/7/7/Rev.1

Plans stratégiques de pays

Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

Plan stratégique de pays – Zimbabwe (2017–2021)

Durée	1 ^{er} avril 2017–31 décembre 2021
Coût total pour le PAM	255 335 169 dollars É.-U.
Marqueur de l'égalité hommes-femmes*	2A

* <https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>

Résumé

Le plan stratégique du PAM pour le Zimbabwe (2017–2021) est fondé sur: i) les enseignements tirés de l'expérience; ii) les discussions conduites avec le Gouvernement, les donateurs et les partenaires; iii) les constatations issues de l'examen stratégique Faim zéro; iv) l'approche programmatique à trois niveaux et les processus analogues; et v) l'évaluation des sources de financement potentielles. Le PAM conservera ses capacités en matière d'assistance humanitaire tout en centrant davantage ses efforts sur l'appui aux programmes de protection sociale et de renforcement de la résilience, en vue d'éliminer la faim.

Le PAM tirera parti de ses travaux novateurs relatifs à la génération de connaissances et à la production d'éléments factuels, et renforcera les systèmes et les institutions chargés de lutter contre la faim au Zimbabwe.

Compte tenu de la persistance de la dénutrition chronique, dont le taux demeure élevé, le PAM intégrera les questions de nutrition dans l'ensemble de son portefeuille d'activités. Il procédera à une analyse de la situation des hommes et des femmes et à un examen des problèmes de protection pour éclairer l'élaboration et la mise en œuvre du plan stratégique de pays et faire en sorte que l'approche sous-tendant l'ensemble du portefeuille tienne compte de la problématique hommes-femmes ainsi que du principe consistant à ne pas nuire. La démarche "minimaliste" qui sera adoptée conduira à privilégier la qualité plutôt que la portée des actions: il s'agira d'harmoniser les activités, d'effectuer un nouveau ciblage géographique et de faire appel à des options de financement novatrices pour accroître l'impact.

Coordonnateurs responsables:

M. C. Nikoi
Directeur régional
Afrique australe
courriel: chris.nikoi@wfp.org

M. E. Rowe
Directeur de pays
courriel: eddie.rowe@wfp.org

Le présent plan stratégique de pays vise à aider le Gouvernement à obtenir les effets directs stratégiques suivants:

- i) Les populations en situation d'insécurité alimentaire, notamment les réfugiés, dans les districts les plus touchés sont en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels lors de graves chocs saisonniers ou face à d'autres perturbations.
- ii) L'évolution de la prévalence du retard de croissance chez les enfants des districts prioritaires est conforme à l'évolution requise pour atteindre les cibles nationales et internationales d'ici à 2025.
- iii) D'ici à 2030, les petits exploitants au Zimbabwe accèdent plus facilement à des marchés agricoles fonctionnant correctement.
- iv) Les ménages ruraux et les petits exploitants en situation d'insécurité alimentaire parviennent à la sécurité alimentaire et font preuve de résilience face à des chocs et des facteurs de stress multiples et répétés.
- v) Le système de protection sociale permet aux populations chroniquement vulnérables dans tout le pays de subvenir à leurs besoins essentiels toute l'année.
- vi) Les partenaires intervenant au Zimbabwe sont solidement appuyés par des services d'approvisionnement de niveau international efficaces et d'un bon rapport coût-efficacité.

Le Gouvernement est le principal partenaire du PAM. Les autres partenaires sont notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Fonds des Nations Unies pour la population, l'Organisation mondiale de la Santé, l'initiative Renforcer la nutrition et la Banque mondiale.

Le plan est cohérent avec le Programme du Zimbabwe pour une transformation socioéconomique durable (2013-2018) et avec ses modules relatifs à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, aux services sociaux et à l'éradication de la pauvreté. Il fait partie intégrante du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement concernant le Zimbabwe (2016-2020) et contribue à l'obtention des résultats stratégiques 1, 2, 3, 4, 5 et 8 du Plan stratégique du PAM pour 2017-2021¹.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour le Zimbabwe (2017-2021) (WFP/EB.1/2017/7/7/Rev.1), pour un coût total pour le PAM de 255,3 millions de dollars É.-U.

¹ Voir <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/eb/wfp287001.pdf>.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte national

1. Le Zimbabwe est un pays enclavé, à faible revenu et à déficit vivrier, qui compte 15,6 millions d'habitants². Il était classé 155^{ème} sur 188 pays selon l'indice de développement humain de 2015 et 85^{ème} sur 104 pays selon l'indice de la faim dans le monde de 2015. L'économie a décliné après des années de mauvaises récoltes et de dégradation des termes de l'échange. Récemment, les effets du phénomène El Niño ont entraîné des tensions économiques et politiques.

1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2

2. La situation du Zimbabwe en matière d'alimentation et de nutrition est considérée comme "grave" d'après l'indice de la faim dans le monde de 2015; le pays n'est pas parvenu à atteindre l'objectif du Millénaire pour le développement 1 et la réalisation de l'objectif de développement durable (ODD) 2 pose des défis non négligeables³.

Accès à la nourriture

3. Globalement, 63 pour cent des habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté et 16 pour cent vivent en situation d'extrême pauvreté⁴. Les ménages accèdent difficilement à la nourriture pour de multiples raisons: pauvreté, diminution des envois de fonds, faible productivité, manque de perspectives d'emploi, prix élevé des denrées alimentaires, chocs météorologiques récurrents, instabilité économique, faible croissance, déflation et manque de liquidités.
4. Entre 2009 et 2014, 1 million de personnes par an en moyenne – soit 8,3 pour cent de la population – ont été touchées par l'insécurité alimentaire, dont 38 pour cent de manière chronique⁵. Il s'agit d'une amélioration par rapport à la décennie précédente, pendant laquelle l'insécurité alimentaire touchait parfois plus de la moitié de la population. Les précipitations irrégulières provoquent des pics d'insécurité alimentaire tous les quatre à cinq ans⁶. Récemment, le phénomène El Niño a entraîné des pertes de récoltes généralisées, ce qui a exacerbé l'insécurité alimentaire: 2,8 millions de personnes ont souffert d'insécurité alimentaire pendant la saison de soudure 2015/16, soit trois fois plus que l'année précédente, et le prix du maïs a bondi de jusqu'à 75 pour cent au plus fort des besoins en maïs d'importation^{7,8}. La pauvreté est plus marquée dans les zones rurales, cependant, selon une évaluation réalisée en 2016, environ 1,1 million de personnes résidant dans des zones urbaines et péri-urbaines auront besoin d'une assistance alimentaire pendant la saison de soudure 2016/17⁹.
5. Le camp de réfugiés de Tongogara accueille plus de 8 000 réfugiés qui proviennent principalement de la région des Grands Lacs et de la Corne de l'Afrique et sont tributaires de l'assistance alimentaire du PAM pour subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels.

² Voir <http://data.worldbank.org/country/zimbabwe>.

³ Ministère de la planification économique et de la promotion de l'investissement du Zimbabwe et Organisation des Nations Unies. 2013. *Millennium Development Goals Progress Report*. Harare.

⁴ Agence nationale de la statistique du Zimbabwe. 2013. *Poverty, Income, Consumption and Expenditure Survey: 2011/2012 Report*. Harare.

⁵ Analyse intégrée du contexte réalisée par le PAM et le Conseil national de l'alimentation et de la nutrition, 2015.

⁶ PAM. 2014. *Results of Exploratory Food and Nutrition Security Analysis*. Rome.

⁷ PAM. 2015. *El Niño Update. December 2015*. Rome.

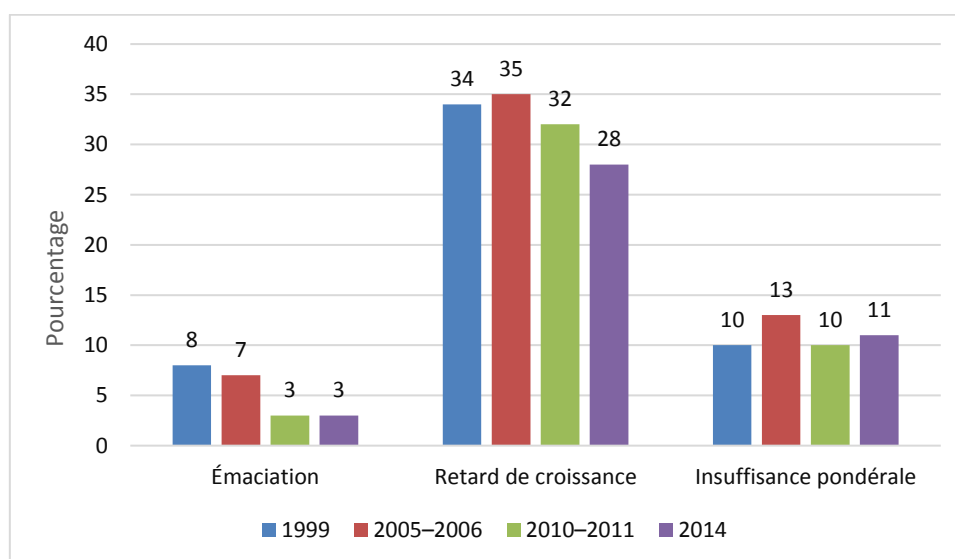
⁸ Organisation des Nations Unies. 2016. *Humanitarian Response Plan – Zimbabwe*. New York.

⁹ Évaluation des zones urbaines réalisée par le PAM et le Conseil national de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, 2016.

Fin de la malnutrition

6. Les taux associés à la malnutrition sont élevés: celui du retard de croissance s'établit à 28 pour cent, celui du surpoids est de 33 pour cent chez les femmes, et l'on observe des carences en micronutriments importantes chez les enfants¹⁰. Les enfants sont davantage sous-alimentés dans les zones rurales que dans les zones urbaines. Un régime alimentaire à base de maïs se traduit par un manque de diversité dans l'alimentation et une consommation insuffisante de nutriments indispensables. Seuls 8,4 pour cent des enfants âgés de 6 à 23 mois reçoivent un apport alimentaire minimum acceptable¹¹.
7. Les taux élevés de retard de croissance observés dans les zones caractérisées par une faible insécurité alimentaire et une bonne production agricole indiquent que l'accès aux céréales ne garantit pas la sécurité nutritionnelle¹² et que le retard de croissance peut être imputable à des facteurs ayant trait à la santé¹³. Les mauvaises pratiques d'alimentation, la morbidité, l'accès limité aux services de santé et le manque d'eau salubre et d'installations d'assainissement font partie des facteurs contribuant à cette situation. Une enquête conduite en 2014 sur les personnes vivant avec le VIH a montré que la dénutrition était étroitement liée à la morbidité et à l'insécurité alimentaire¹⁴.

Figure 1: Évolution de la dénutrition chez les enfants de moins de 5 ans



Productivité et revenus des petits exploitants

8. L'agriculture, qui fait vivre 70 pour cent de la population, contribue au produit intérieur brut (PIB) à hauteur de 20 pour cent¹⁵. Alors qu'il était dominé par les grandes exploitations commerciales, le secteur a été transformé par des réformes agraires en 2000: désormais, 98 pour cent des agriculteurs sont de petits exploitants qui occupent 73 pour cent des terres agricoles¹⁶. Les caractéristiques de la petite agriculture sont les suivantes: faible productivité, accès limité aux marchés et manque de compétitivité, insuffisance des services de vulgarisation, conditions météorologiques souvent défavorables et accès difficile aux services financiers et aux intrants¹².

¹⁰ Agence nationale de la statistique du Zimbabwe. 2012. *Zimbabwe Demographic and Health Survey, 2010-11*. Harare.

¹¹ Gouvernement zimbabwéen. 2010. *National Nutrition Survey*. Harare

¹² Gouvernement zimbabwéen et FAO. 2012. *Country Programme Framework, 2012-2015*. Harare.

¹³ Conseil de l'alimentation et de la nutrition et PAM. 2014. *Integrated Context Analysis*. Rome.

¹⁴ Ministère de la santé et de la protection de l'enfance, 2014 et Global Tuberculosis Report de l'OMS, 2014. *Nutrition assessment and vulnerability profiling study of people living with HIV*. Harare.

¹⁵ Gouvernement zimbabwéen. 2011. *Zimbabwe Medium-Term Plan, 2011-2015*. Harare.

¹⁶ Banque mondiale. 2009. *Zimbabwe Agrarian Sector Baseline Information Study*. New York.

9. Le régime foncier constitue un frein majeur pour les femmes rurales et un obstacle à l'accroissement de la production. Des campagnes conduites récemment ont contribué à améliorer l'accès des femmes à la terre et leur contrôle de cette ressource, mais la plupart des terres sont dans les mains des hommes et 80 pour cent des terres du domaine public sont loués à des hommes. Vingt pour cent seulement des femmes travaillant dans le secteur agricole sont propriétaires de terres ou titulaires de baux, ce qui les défavorise car elles ne disposent pas de la garantie nécessaire pour obtenir un crédit¹⁷. Les hommes détiennent en moyenne 2,73 hectares de terres communales tandis que les ménages dirigés par une femme n'en détiennent que 1,86 hectare, alors que les femmes représentent 60 pour cent de la population active agricole. Étant donné que de nombreux hommes émigrent dans les villes et les pays voisins en quête de travail, 42,6 pour cent des ménages agricoles sont dirigés par une femme¹⁸. Les envois de fonds constituent une source de revenus non agricoles majeure pour les ménages ruraux¹⁹. Selon une étude récente des comités d'évaluation de la vulnérabilité du Zimbabwe, les hommes accèdent plus facilement que les femmes aux marchés et aux prêts²⁰. Soixante pour cent des ménages ruraux entreposent les récoltes dans des installations non améliorées, ce qui entraîne inévitablement d'importantes pertes après récolte²¹.

Systèmes alimentaires durables

10. Le maïs est cultivé par 80 pour cent des ménages ruraux, mais les rendements sont bien en deçà de la moyenne régionale et le déficit est comblé par les importations²². L'arachide et le sorgho sont respectivement les deuxième et troisième cultures vivrières les plus produites²⁰. Les prix du maïs sont fixés par le Gouvernement mais le retard systématique des paiements incite de nombreux producteurs à se tourner vers les cultures de rente telles que le tabac. Dans les zones à déficit vivrier, les petits négociants se heurtent à des difficultés liées au manque d'efficacité et aux coûts de transaction élevés²³. Les marchés ruraux sont informels et très localisés, mais des négociants privés commencent à acheter de modestes quantités de produits directement aux petits exploitants²⁴. Le manque d'intégration dans les marchés contribue à limiter la sécurité alimentaire dans les zones à faible production où les populations sont tributaires des marchés pour se procurer de la nourriture. Pendant la saison de soudure, les prix pratiqués dans ces zones peuvent être supérieurs de 45 pour cent aux prix observés partout ailleurs⁶.
11. On s'attend à ce que les précipitations soient de plus en plus irrégulières. Dans de nombreuses zones, la déforestation imputable à la croissance démographique, à l'expansion urbaine et à la collecte de bois de chauffage a entraîné la dégradation des terres et la baisse de fertilité des sols²⁵. Selon les résultats de l'analyse intégrée du contexte réalisée en 2015 et de la programmation saisonnière fondée sur les moyens d'existence récemment effectuée au niveau des districts, des chocs d'origine météorologique de plus en plus fréquents constitueront probablement une cause majeure d'insécurité alimentaire dans les zones rurales. L'analyse intégrée du contexte a fait ressortir une forte corrélation entre les niveaux d'insécurité alimentaire récurrente et l'exposition aux chocs naturels: la catégorie 1 correspond aux districts où l'insécurité alimentaire est

¹⁷ Agence nationale de la statistique du Zimbabwe. 2013. *Women and Men in Zimbabwe Report, 2012*. Harare.

¹⁸ FAO. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, 2010–2011*. Rome.

¹⁹ Muza, O. 2009. *Informal Employment – Gender and Vulnerability in Subsistence Based Agricultural Economies: Evidence from Masvingo in Zimbabwe*. Document présenté lors d'un atelier FAO/FIDA/Organisation internationale du Travail. Mars/avril 2009, Rome.

²⁰ Comité d'évaluation de la vulnérabilité du Zimbabwe. 2014. *Évaluation des moyens d'existence en milieu rural (avant-projet)*.

²¹ Comité d'évaluation de la vulnérabilité du Zimbabwe. 2013. *Évaluation des moyens d'existence en milieu rural (avant-projet)*.

²² Comité d'évaluation de la vulnérabilité du Zimbabwe, rapports d'évaluation des moyens d'existence en milieu rural, 2012-2014.

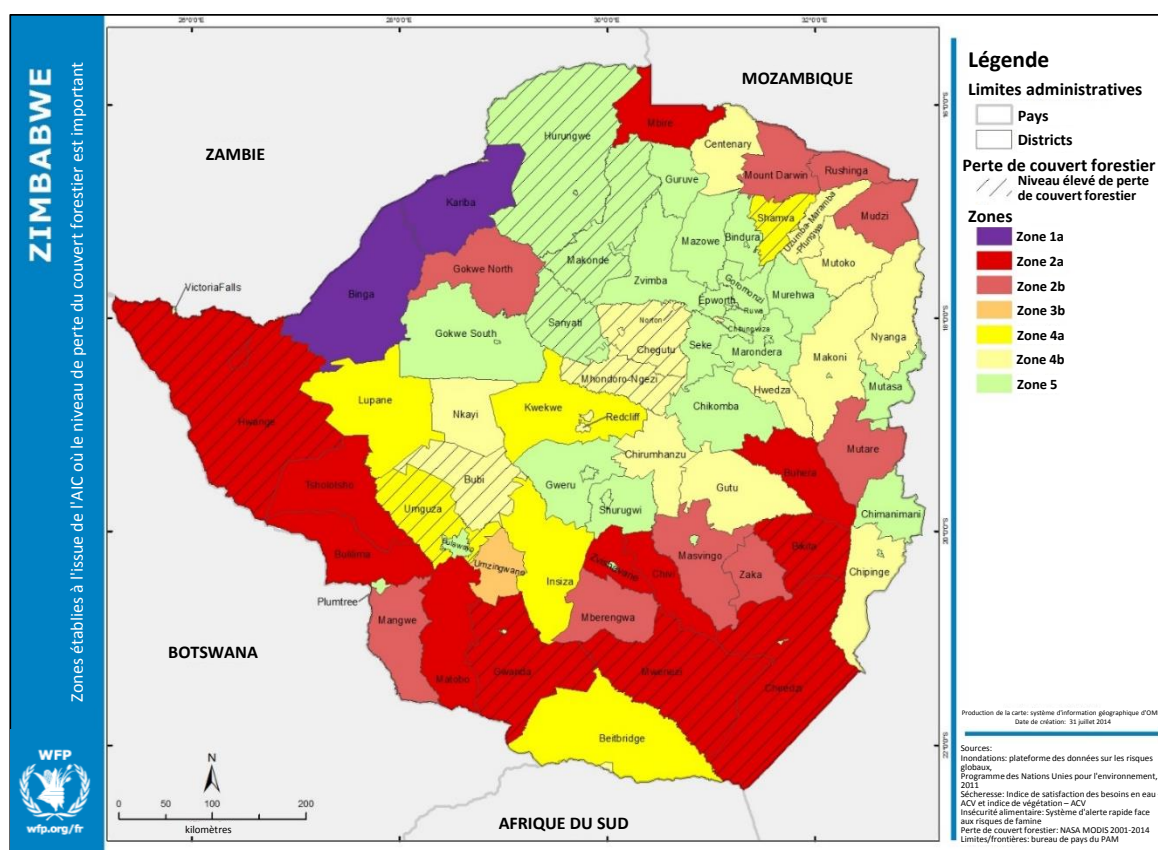
²³ ACDI/VOCA. 2012. *Market Mechanisms to Achieve Food Security*. Zimbabwe.

²⁴ Agence australienne pour le développement international et Ministère britannique du développement international. 2009. *Understanding Markets in Zimbabwe*.

²⁵ Chipika, J. et Kowero, G. 2000. *Deforestation of woodlands in communal areas of Zimbabwe: is it due to agricultural policies?* Agriculture, Ecosystems and Environment 79(2–3): 175–185.

chronique et les chocs naturels fréquents; la catégorie 5 correspond aux districts caractérisés par une faible insécurité alimentaire récurrente et des chocs naturels rares¹³.

Figure 2: Zones classées selon l'insécurité alimentaire, l'exposition aux chocs et la dégradation des terres



Environnement macroéconomique

12. L'économie est dominée par le secteur des services, qui contribue au PIB à hauteur de 40,6 pour cent, le secteur industriel y contribuant à hauteur de 31,8 pour cent. L'agriculture occupe la troisième place et contribue au PIB à hauteur de 16 pour cent²⁶. Le PIB a diminué de moitié entre 2000 et 2008, avec une hyperinflation dans les années 2007/08; il a retrouvé un rythme de croissance annuelle de 8,7 pour cent entre 2009 et 2012. Ces dernières années, la dégradation des termes de l'échange a entraîné un ralentissement de la croissance²⁷. Certains pays donateurs ont maintenu leurs sanctions tandis que d'autres donateurs – l'Union européenne par exemple – les ont allégées, ouvrant la voie à une intensification du commerce.

Principaux liens intersectoriels

13. L'espérance de vie s'élève à 58 ans¹³, la mortalité maternelle est de 614 décès pour 100 000 naissances vivantes et la mortalité des enfants de moins de 5 ans de 75 décès pour 1 000 naissances. La prévalence du VIH, actuellement en baisse, s'établit à 13,7 pour cent²⁷. Le taux d'alphabétisation est de 97 pour cent²⁸. Les femmes et les filles représentent 52 pour cent de la population. Le taux de fécondité est de 3,8 enfants par femme et la composition moyenne des ménages est de 4,2 personnes.

²⁶ Women's University in Africa. 2015. *Zimbabwe Zero Hunger Strategic Review*. Harare.

²⁷ Voir: <http://www.worldbank.org/en/country/zimbabwe/overview#1>

²⁸ Davis, Richard; Hirji, Rafik. 2014. *Main report*. Washington: Groupe de la Banque mondiale. <http://documents.worldbank.org/curated/en/925611468329355687/main-report>

14. Les inégalités entre les sexes ont reculé, mais demeurent importantes dans certains secteurs. Selon l'indice "Institutions sociales et égalité homme-femme" de 2014 de l'Organisation de coopération et de développement économiques, la discrimination sexiste a été évaluée à 0,14 – niveau moyen – et l'incohérence des lois régissant le code de la famille, l'accès des femmes aux ressources et aux actifs et les libertés civiles a été soulignée. L'influence des pratiques traditionnelles contribue à perpétuer la discrimination à l'encontre des femmes s'agissant de questions telles que l'âge de mariage légal, l'autorité parentale, les droits de succession et le droit à la terre et aux services financiers. L'accès des femmes à la vie publique et politique est limité du fait de l'absence de quotas, et les lois interdisant les violences contre les femmes sont insuffisantes.
15. La parité des sexes est une réalité dans l'enseignement primaire, mais les taux d'abandon des écolières du deuxième cycle sont élevés en raison de grossesses, de mariages ou de contraintes financières. Les résultats dans le tertiaire sont encore en deçà de la cible fixée en matière de parité, comme le montrent les inscriptions en université. Les femmes sont par ailleurs touchées de manière disproportionnée par l'épidémie de VIH et elles sont davantage victimes d'actes de violence commis par leur partenaire. La prévalence du VIH chez les femmes est de 18 pour cent, contre 12 pour cent chez les hommes. Les violences sexistes demeurent un obstacle majeur à la participation des femmes au développement: 42 pour cent des femmes au Zimbabwe indiquent avoir été victimes de violences physiques, psychologiques ou sexuelles à un moment ou un autre de leur vie.

1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

16. L'examen stratégique Faim zéro réalisé en 2015 a permis de mettre en évidence les problèmes suivants:
 - i) Mise en œuvre défailante des politiques et des programmes. Malgré un environnement politique favorable à une programmation axée sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la mise en œuvre des politiques, des stratégies et des plans est difficile pour les raisons suivantes: ressources financières insuffisantes, mauvaise coordination, données inadaptées ou inaccessibles, manque de capacités et approche descendante de la programmation.
 - ii) Réponse inadaptée face aux risques climatiques et aux risques de catastrophe. Les catastrophes d'origine météorologique sont récurrentes mais, de manière générale, il n'existe pas de plan d'adaptation ni de plan de préparation aux risques de catastrophe. Les systèmes d'alerte rapide et les mesures de préparation sont limités et inefficaces. L'agriculture de conservation est mal comprise par la plupart des petits exploitants et n'est pas suffisamment traitée par les services de vulgarisation.
 - iii) Intégration limitée des petits exploitants dans les marchés. Les coûts élevés des intrants et du transport, la faible productivité et le mauvais état des routes sont à l'origine de cette situation. Les petits exploitants commercialisent leur production individuellement, ce qui limite leur pouvoir de négociation et leur aptitude à apporter une valeur ajoutée à leurs produits en les transformant. La plupart ne peuvent pas satisfaire aux normes de qualité exigées par les marchés formels et n'ont pas accès à une information commerciale actualisée ni à des services financiers abordables.
 - iv) Dysfonctionnement du système permettant la constitution de réserves stratégiques de céréales. Des contraintes financières et des problèmes de gestion limitent l'aptitude du Conseil de commercialisation des céréales à acheter, stocker, gérer et renouveler des stocks suffisants de céréales produites dans le pays. Les infrastructures de transport, d'entreposage et de manutention des produits alimentaires, en piètre état, doivent être réparées ou remplacées.
 - v) Faible participation du secteur privé. Le rôle joué par le secteur privé au service de la sécurité alimentaire et nutritionnelle est encore mal coordonné et non documenté. Il est possible d'établir des partenariats entre le Gouvernement, les exploitants agricoles, le secteur agroalimentaire, les organismes de développement, les organisations non gouvernementales (ONG) et les donateurs. Les sociétés privées pourraient investir dans la recherche afin de faire progresser les rendements de la culture et de l'élevage, et fournir des équipements et

des installations d'entreposage à un coût abordable, mais les conditions économiques défavorables empêchent le secteur privé d'assumer un rôle plus important dans l'élimination de la faim.

- vi) Insuffisance des efforts de sensibilisation aux questions de sécurité alimentaire et nutritionnelle. La malnutrition n'est pas considérée comme un problème grave et personne n'en perçoit les incidences sur la société; l'importance que revêt l'adoption d'une alimentation équilibrée et diversifiée est généralement mal comprise.
- vii) Manque d'attention au problème des pertes et du gaspillage de nourriture. Les problèmes tiennent au manque de compétences de gestion, aux limitations techniques en matière de récolte, stockage après récolte et manutention, et à la médiocrité des systèmes de transport, de transformation, de conditionnement et de commercialisation. Les ravageurs sont à l'origine de pertes de nourriture considérables chaque année. Les capacités limitées de transformation apportant une valeur ajoutée et l'accès limité aux marchés font qu'une grande partie des denrées produites, notamment les aliments frais, fournissent tout simplement. Le Gouvernement et les ONG ne se sont guère penchés sur ces questions.

1.4 Priorités du pays

Priorités du Gouvernement

17. Le Programme du Zimbabwe pour une transformation socioéconomique durable (2013–2018) (ZimASSET) doit permettre de parvenir à une société autonome et une économie florissante, dans le cadre de quatre modules: i) sécurité alimentaire et nutritionnelle, notamment avec l'amélioration de la production végétale et animale et de la commercialisation des produits; ii) développement des infrastructures et gestion, protection et conservation de l'environnement; iii) politiques et lois relatives à la nutrition; et iv) amélioration des services sociaux et éradication de la pauvreté grâce à la mise en valeur et à l'autonomisation du capital humain, à l'emploi et à l'intégration des questions de parité hommes-femmes.
18. D'autres politiques et programmes portent sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'enrichissement des aliments, la protection sociale, notamment les travaux communautaires et les transferts monétaires, et l'agriculture. Le Gouvernement fournit du maïs pour les programmes d'assistance en saison de soudure et s'est joint au mouvement Renforcer la nutrition (SUN). Le ralentissement économique empêche le Gouvernement de remplir les engagements budgétaires liés à la Déclaration de Maputo et au Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine; l'investissement dans le secteur est aux mains d'acteurs extérieurs.

Système des Nations Unies et autres partenaires

19. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) au Zimbabwe pour 2016–2020 appuie le programme ZimASSET et le Programme 2030. Dans l'évaluation du PNUAD pour 2012–2015²⁹, il est recommandé d'abandonner le financement du redressement et de la transition pour privilégier l'amélioration de la résilience, la réduction des risques de catastrophe, le renforcement des moyens d'existence et la sécurité alimentaire. Les donateurs et les institutions des Nations Unies recueillent des données ventilées par sexe, mais les analyses de la problématique hommes-femmes sont rares et l'intégration de ces questions est purement occasionnelle³⁰. Le PNUAD pour 2016–2020 s'attaque à ce problème.
20. En 2013 et 2014, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et l'Office d'aide humanitaire de la Commission européenne se sont retirés du Zimbabwe, ce qui traduit une réorientation en faveur de l'appui aux priorités de développement énoncées dans le programme ZimASSET. Une équipe de coordination de l'action humanitaire, placée sous la direction du Coordonnateur résident, sera chargée de gérer les interventions collectives.

²⁹ Organisation des Nations Unies. 2014. *Independent Evaluation of the 2012–2015 ZUNDAF*. Harare.

³⁰ Agence des États-Unis pour le développement international. 2012. *Gender Analysis and Assessment for Feed the Future Programming*. Washington.

21. Le PAM assure la coordination de ses activités dans le cadre de l'équipe de pays des Nations Unies, qui appuie le PNUAD du Zimbabwe. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et le PAM collaborent au sein du mouvement SUN pour réduire la malnutrition. Le PAM collabore également avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) s'agissant d'appuyer les foyers d'hébergement pour futures parturientes. Le Coordonnateur résident dirige des programmes relatifs à la vulnérabilité en vue de favoriser une résilience durable.
22. Certains donateurs ne fournissent pas directement de fonds au Gouvernement: la Banque mondiale, par exemple, limite son soutien à une assistance technique et à un appui en faveur du système de protection sociale. Le Gouvernement se tourne donc vers les pays émergents pour développer les échanges et obtenir de l'aide. Plusieurs donateurs offrent une assistance par l'intermédiaire d'ONG et d'organismes des Nations Unies. Certains programmes bilatéraux de développement illustrent le potentiel de la coopération Sud-Sud.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Expérience du PAM et enseignements

23. En 2009, le PAM a commencé à centrer ses efforts sur le redressement et le développement, avec la création et la remise en état d'actifs durables, l'introduction des transferts de type monétaire, l'établissement de partenariats améliorés axés sur le développement des capacités, et l'achat de produits locaux.
24. En 2011, à l'issue d'une évaluation du portefeuille de pays, il a été recommandé au PAM de mettre l'accent sur le redressement à long terme et sur l'appui en faveur d'un système national de protection sociale³¹. En 2014, une évaluation des opérations a permis de constater que les activités du PAM cadraient avec les objectifs institutionnels et étaient en voie d'alignement sur le nouveau programme du Gouvernement concernant les transferts sociaux³². Les recommandations issues d'un examen des programmes mené en 2014 étaient les suivantes: i) que l'aide saisonnière soit assortie de conditions et que les bénéficiaires soient intégrés dans des programmes de création d'actifs; ii) qu'une place plus importante soit accordée à la prévention du retard de croissance; iii) que le PAM contribue au soutien des marchés agricoles; iv) que la programmation mette l'accent sur l'optimisation des synergies et des partenariats; et v) que des données factuelles soient générées pour éclairer l'élaboration des politiques³³. Enfin, il est ressorti d'un examen des questions de nutrition réalisé en 2016 qu'il conviendrait que le PAM s'attache à produire des données factuelles et à aider le Gouvernement à renforcer les capacités d'exécution au niveau des districts³⁴.

2.2 Potentialités pour le PAM

25. À l'issue de l'examen stratégique et des consultations menées par la suite, il a été recommandé au PAM de se fixer les priorités suivantes:
 - Continuer à faire office de chef de file lors des interventions humanitaires. L'assistance alimentaire d'urgence fournie par le PAM en période de crise sera nécessaire, à divers degrés, chaque année.
 - Améliorer la coordination et la gestion des interventions nationales visant à faire reculer la faim. La politique relative à l'alimentation et à la nutrition et le plan de mise en œuvre connexe permettront au Conseil de l'alimentation et de la nutrition de coordonner les activités au niveau ministériel, mais le manque de ressources financières, techniques et humaines sera source de problèmes. Faute d'une bonne compréhension des effets de la faim, il est difficile de s'attaquer à ses causes profondes.

³¹ PAM. 2012. *Zimbabwe: An Evaluation of WFP's Portfolio (2006–2010)*. Rome.

³² PAM. 2014. *PRRO 200453: Final Evaluation Report*. Rome.

³³ PAM. 2014. *Findings and Recommendations: Strategic Programme Review Mission to Zimbabwe*. Rome.

³⁴ PAM. 2016. *Nutrition Support Mission to Zimbabwe Country Office: 3-12 May 2016*. Rome.

- Traduire plus efficacement les politiques en mesures concrètes au niveau communautaire. On observe des lacunes importantes en matière de ressources financières et humaines dans les organisations du niveau des districts: une programmation efficace passe donc par l'augmentation des consultations tenues avec les communautés, l'amélioration de la gestion des données et le renforcement de la collaboration avec le secteur privé.
- Favoriser l'adaptation et la réduction des risques en ce qui concerne le climat et les catastrophes. Plusieurs ministères sont concernés mais leurs activités se bornent en général à la fourniture d'une assistance alimentaire d'urgence. Il faut prévoir un appui conséquent si l'on veut encourager le Gouvernement et les partenaires à investir dans la préparation, les interventions et le relèvement. Des systèmes améliorés de suivi et d'information concernant la sécurité alimentaire et nutritionnelle doivent être mis en place pour produire des données utiles aux dispositifs d'alerte rapide.
- Faciliter l'accès des petits exploitants aux marchés. Les systèmes et les institutions du secteur agricole ne sont pas encore suffisamment développés pour être en mesure d'appuyer un système commercial efficace au profit des petits producteurs.

2.3 Réorientations stratégiques

26. Jusqu'ici, l'assistance du PAM a essentiellement consisté à aider les populations à accéder à la nourriture en cas de choc; il est probable que cela se poursuivra jusqu'à ce que les investissements à long terme en faveur du développement, consacrés notamment aux moyens d'existence, à la résilience climatique et à la protection sociale, permettent de réduire la fréquence et la gravité des besoins humanitaires. Le PAM continuera à améliorer la qualité de l'ensemble des interventions en mettant l'accent sur l'analyse de la vulnérabilité et le ciblage et en examinant l'efficacité et l'efficacé de ses modalités de transfert.
27. Les travaux de recherche sous-tendant le présent plan stratégique de pays (PSP) ont montré que le PAM devait renforcer ses capacités d'analyse pour mieux comprendre les contextes locaux, la vulnérabilité et l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, afin d'optimiser la planification des opérations, les systèmes d'alerte rapide et les effets directs en matière de résilience. Compte tenu de l'évolution du contexte au Zimbabwe, le PAM privilégiera la prévention de la malnutrition aiguë plutôt que le traitement de celle-ci en adoptant une approche fondée sur le cycle de vie qui commence dès la période déterminante des 1 000 premiers jours après la conception. Le PAM appuiera l'amélioration de l'analyse nutritionnelle en vue d'éclairer l'élaboration des politiques et des programmes de prévention du retard de croissance et des carences en micronutriments. Les interventions relatives à la nutrition porteront sur la supplémentation alimentaire et la supplémentation en micronutriments destinées aux enfants âgés de 6 à 23 mois, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes. Dans le cadre de l'aide qu'il fournira pour améliorer le système national de protection sociale, le PAM s'efforcera de veiller à ce que les besoins nutritionnels des populations vulnérables soient pris en compte dans les programmes d'assistance.
28. Le PAM et la FAO continueront de faciliter l'accès des petits exploitants aux marchés agricoles. Compte tenu des résultats d'évaluations récentes, le PAM appuiera le renforcement des systèmes d'achat nationaux et locaux dont dépendent les petits exploitants et tirera parti de son pouvoir d'achat en se procurant autant que possible des produits locaux pour répondre à ses propres besoins.
29. Au Zimbabwe, la faim et le régime météorologique sont étroitement liés. La résilience face aux chocs et aux catastrophes climatiques continue de nécessiter des investissements. En conséquence, le PAM fera fond sur son expérience en matière de programmes de création et de remise en état d'actifs durables pour améliorer la résilience, et il appuiera l'établissement de mécanismes de transfert des risques aux niveaux national et local.
30. Enfin, des progrès sociaux et économiques durables qui ne laissent personne de côté pourront faire disparaître les besoins d'assistance humanitaire externe. Fort d'années d'expérience au service des populations les plus vulnérables, le PAM s'emploiera à faire en sorte que le système national de protection sociale tienne compte de leurs besoins.

31. L'élaboration du PSP est éclairée par une analyse détaillée du contexte au niveau national quant à la situation des hommes et des femmes, conformément aux dispositions de la politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes et au plan d'action connexe pour la mise en œuvre de la stratégie régionale en la matière.

3. Orientation stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impact escompté

32. Le présent PSP s'inspire des résultats de l'examen stratégique Faim zéro mené au Zimbabwe, des enseignements tirés de l'application de l'approche à trois niveaux, et des discussions avec le Gouvernement, les donateurs et les partenaires. Le PAM entend appuyer le redressement et la résilience à long terme, et remédier aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, tout en maintenant ses capacités en matière d'assistance humanitaire.
33. Le PSP énonce les intentions du PAM et détermine les domaines dans lesquels il faudra investir pour obtenir les effets proposés, conformément aux programmes nationaux de protection sociale et de renforcement de la résilience. Le PAM, mettant l'accent sur l'optimisation des systèmes et des institutions chargés d'éliminer la faim au Zimbabwe, tirera parti de ses compétences en matière de production de données factuelles et de gestion des connaissances.
34. La démarche "minimaliste" adoptée par le PAM permet d'harmoniser les activités, de les recentrer sur certaines zones géographiques afin de garantir une plus grande convergence, et de les relier à des options de financement innovantes. L'approche à dimension nutritionnelle intégrée dans tous les programmes s'attaque aux divers aspects de la malnutrition. Les analyses de la problématique hommes-femmes et de la protection et le principe consistant à "ne pas nuire" seront pris en compte dans la conception et la mise en œuvre des programmes pour l'ensemble du portefeuille d'activités. Dans le cadre de la conception de ses programmes et du ciblage de ses bénéficiaires, le PAM analysera les besoins et les intérêts particuliers des femmes, des hommes, des filles et des garçons, et y répondra tout au long du cycle des programmes; il prévoira par ailleurs des cadres généraux d'organisation des responsabilités à l'égard des populations touchées, assortis de mécanismes de retour d'information et de consultation des communautés.
35. Le PSP concorde avec les modules du programme ZimASSET relatifs à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, aux services sociaux et à l'élimination de la pauvreté; il est incorporé dans le PNUAD du Zimbabwe pour 2016–2020, contribue à l'application des recommandations issues de l'examen stratégique Faim zéro mené au Zimbabwe, rend opérationnel le Plan stratégique du PAM pour 2017-2021 et contribue à l'obtention des résultats stratégiques 1, 2, 3, 4 et 5 du PAM³⁵.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: Les populations exposées à l'insécurité alimentaire, y compris les réfugiés, dans les districts les plus touchés sont en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels en cas de graves chocs saisonniers ou d'autres facteurs de perturbation

36. En raison des niveaux élevés de risque de catastrophe et du manque de capacités pour gérer de tels risques, les ménages pauvres sont pris dans le cercle vicieux de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté croissante, qui peut dégénérer rapidement en crise touchant la sécurité alimentaire et la nutrition lorsqu'un choc survient. C'est pourquoi les interventions de secours appuyées par le PAM renforcent la capacité des ménages à faire face et préservent leurs actifs et leur sécurité alimentaire.
37. L'effet direct stratégique 1 va dans le sens des modules du programme ZimASSET relatifs à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, aux services sociaux et à l'élimination de la pauvreté, et de la composante relative à la sécurité alimentaire et nutritionnelle du PNUAD pour le Zimbabwe³⁶. Il contribue également à la réalisation de la cible 1 de l'ODD 2 et du résultat stratégique 1 du PAM, à la concrétisation de l'engagement 3c énoncé dans la Déclaration de Malabo et à

³⁵ Voir <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/resources/wfp286248.pdf>

³⁶ Voir <http://www.zw.one.un.org/sites/default/files/Publications/UNZimbabwe/ZUNDAF%202016%20-%202020.pdf>

l'application des recommandations 1 et 2 issues de l'examen stratégique Faim zéro du Zimbabwe³⁷.

Domaines d'action privilégiés

38. Cet effet direct concerne les interventions menées pendant les périodes de soudure saisonnières en cas de graves difficultés, qui risquent d'entraîner une situation de crise. L'objectif est d'améliorer l'accès à la nourriture et de veiller à ce que les populations vulnérables, femmes, hommes, filles et garçons, y compris les réfugiés, aient un régime alimentaire adéquat et nutritif dans les moments critiques.

Produits escomptés

39. Le produit suivant permettra d'obtenir l'effet direct attendu:
- i) Les transferts de type monétaire ou les transferts de vivres effectués au profit des populations ciblées par le PAM sont suffisants pour leur permettre de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels.

Activités essentielles

40. *Activité 1.1: Fournir des transferts de type monétaire et/ou des transferts de vivres aux ménages les plus vulnérables touchés par des pénuries alimentaires saisonnières.* L'assistance sera déterminée en fonction des résultats des études de marché, du sexe, de l'âge et des handicaps. Le ciblage sera établi sur la base des vulnérabilités et des capacités des ménages. Les bénéficiaires de l'assistance pendant la période de soudure seront progressivement intégrés dans les systèmes nationaux de protection sociale et dans les activités de création d'actifs afin que les secours saisonniers deviennent moins nécessaires. Les programmes impliquant des transferts de vivres ou des transferts de type monétaire seront utilisés pour former les bénéficiaires à l'élevage, à la gestion des cultures, aux compétences financières, à la nutrition et à l'entretien des actifs.
41. *Activité 1.2: Fournir des transferts de type monétaire et/ou des transferts de vivres non assortis de conditions aux réfugiés dans les camps et soutenir leurs moyens d'existence.* En collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le Gouvernement³⁸, le PAM apportera une assistance alimentaire aux réfugiés du camp de Tongogara. Cette activité suivra les orientations données dans la politique et les directives du PAM en matière de protection et dans la stratégie conjointe HCR/PAM concernant le renforcement de l'autosuffisance sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et sera fonction des résultats des analyses des stratégies de subsistance utilisées par les réfugiés, afin d'accroître les possibilités d'emploi s'offrant à eux et leur autosuffisance.

Effet direct stratégique 2: L'évolution de la prévalence du retard de croissance chez les enfants dans les districts prioritaires est conforme aux objectifs nationaux et internationaux d'ici à 2025

42. Du fait de l'étendue de son expérience, de ses antécédents en matière de collaboration et de sa participation à l'élaboration de la politique du Zimbabwe sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, des stratégies nationales en faveur de la nutrition et de l'enrichissement des aliments, et du dispositif obligatoire relatif à ces activités d'enrichissement, le PAM est bien placé pour appuyer les objectifs que s'est fixés le Gouvernement dans le domaine de la nutrition. Il soutiendra à cet effet les travaux de recherche visant à renforcer l'efficacité et l'équité des politiques et des programmes, ainsi qu'un système de protection sociale dont la nutrition fera partie intégrante.
43. Grâce aux activités entreprises pour obtenir cet effet direct stratégique, le PAM favorisera l'établissement de liens entre la recherche et la pratique qui garantiront que les programmes tiendront compte de la nutrition, seront efficaces, fondés sur des données factuelles et pertinents, et il fera en sorte que les politiques nutritionnelles soient cohérentes et que la nutrition soit

³⁷ Voir <https://sustainabledevelopment.un.org/?menu=1300>; <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/resources/wfp285484.pdf>; http://pages.au.int/sites/default/files/Malabo%20Declaration%202014_11%2026.pdf; et Women's University in Africa. 2016. *Zimbabwe Zero Hunger Strategic Review*. Harare.

³⁸ HCR et PAM. 2014. *Joint Assessment Mission Report, Tongogara Refugee Camp, Zimbabwe*. Genève et Rome

intégrée dans tous les secteurs. L'effet direct stratégique 2 contribue à la mise en œuvre des modules du programme ZimASSET relatifs à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, aux services sociaux et à l'élimination de la pauvreté, ainsi qu'à l'effet direct 1 du domaine prioritaire relatif à la sécurité alimentaire et nutritionnelle du PNUAD pour le Zimbabwe³⁹. Il est conforme à la cible 2 de l'ODD 2, au résultat stratégique 2 du PAM, à l'engagement 3d énoncé dans la Déclaration de Malabo, aux engagements pris par le Gouvernement dans le cadre du mouvement SUN, et aux recommandations 1, 5 et 6 issues de l'examen stratégique Faim zéro du Zimbabwe.

Domaines d'action privilégiés

44. Cet effet direct stratégique a pour objet de s'attaquer aux causes profondes de la dénutrition qui sévit de longue date; au cours des deux dernières décennies, seuls des progrès limités ont été enregistrés. L'effet direct stratégique 2 vise à réduire durablement la malnutrition en améliorant l'accès à la nourriture et la consommation d'aliments et en prévenant les maladies chez les femmes, les hommes, les filles et les garçons, à faire adopter de bonnes pratiques de soins, à réduire les disparités dans la prévalence de la malnutrition selon le sexe et l'âge, et à renforcer les capacités du Gouvernement et des parties prenantes en matière de conception et d'exécution de politiques et de programmes portant spécifiquement sur la nutrition ou la prenant en compte. Les objectifs sont les suivants: améliorer le régime alimentaire des jeunes enfants, faciliter l'accès aux aliments enrichis bon marché, réduire le retard de croissance et les carences en micronutriments chez les enfants âgés de 6 à 23 mois, et optimiser les programmes nutritionnels du Gouvernement.

Produits escomptés

45. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- i) Les connaissances locales et les données factuelles réunies sont suffisantes pour permettre d'élaborer des politiques et de prendre des décisions relatives aux interventions portant spécifiquement sur la nutrition et à celles qui en tiennent compte, à l'échelon national.
 - ii) Des transferts de type monétaire ou de vivres, y compris sous la forme d'aliments nutritifs spécialisés, sont effectués selon que de besoin et en quantité suffisante pour permettre aux bénéficiaires ciblés de satisfaire leurs besoins nutritionnels.
 - iii) Des messages adaptés sur l'évolution des comportements en matière de nutrition sont dûment communiqués aux populations ciblées.

Activités essentielles

46. *Activité 2.1: Recueillir des données factuelles en vue de promouvoir les activités nutritionnelles, de déterminer l'orientation des politiques et de prendre les décisions concernant les programmes.* Conformément à l'étude sur le coût de la faim en Afrique menée au Zimbabwe, le PAM soutiendra des travaux de recherche consacrés aux carences liées aux micronutriments chez les jeunes enfants et au coût de la malnutrition, ainsi que l'analyse de l'outil destiné à combler le déficit en nutriments. En collaboration avec des organismes des Nations Unies et des partenaires universitaires, il appuiera l'enrichissement des aliments au niveau national ainsi que la mise en place de mécanismes de production et de livraison pour les aliments nutritifs spécialisés: il s'agira notamment de renforcer les capacités nécessaires pour adopter les méthodes de l'étude sur le coût de la faim en Afrique, avec l'appui de l'Union africaine et de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Une méta-analyse des données fournies par le Comité d'évaluation de la vulnérabilité au Zimbabwe et d'autres données permettra de clarifier les causes de la malnutrition en temps de crise et sera exploitée lors de l'élaboration des programmes préventifs. Les résultats de l'enquête démographique et sanitaire de 2015 et d'autres travaux de recherche seront utilisés pour étudier les différences entre les taux de malnutrition des filles et des garçons, et pour déterminer les causes de la malnutrition chez les adolescentes et les incidences pour le reste de la population. Le PAM contribuera à assurer le suivi et l'évaluation des activités de prévention et d'intervention rapide en matière de nutrition, en tenant compte de la problématique hommes-femmes.

³⁹ Voir <http://www.zw.one.un.org/sites/default/files/Publications/UNZimbabwe/ZUNDAF%202016%20-%202020.pdf>

47. *Activité 2.2: Aider le Gouvernement à mettre en œuvre les programmes de nutrition aux niveaux national et infranational.* Le PAM nouera des partenariats avec le mouvement SUN, le FNUAP, l'UNICEF, l'OMS et la FAO pour appuyer l'approche communautaire adoptée par le Gouvernement pour lutter contre le retard de croissance dans les districts où celui-ci est répandu. Le PAM mènera des travaux de recherche opérationnelle et expérimentera des types de programmes, des méthodes de ciblage, des sélections de produit et des services complémentaires, afin de promouvoir des programmes d'un bon rapport coût-efficacité, équitables et ouverts à tous. La possibilité d'intégrer des activités nutritionnelles dans le système de protection sociale sera étudiée.
48. Le PAM aidera le Gouvernement à répondre aux besoins nutritionnels des femmes enceintes en développant les capacités en matière d'élaboration de politiques et de programmes, en dispensant des formations et en fournissant des directives. Cette composante prévoit de nouer un partenariat avec le FNUAP pour distribuer des aliments dans les foyers de maternité aux femmes présentant des risques de complications pendant la grossesse, et de recueillir des données factuelles sur la nutrition et l'état de santé des nouveau-nés.
49. Des actions de communication axées sur la nutrition invitant à un changement de comportement seront prévues dans le cadre des programmes d'assistance pendant la saison de soudure, des activités de création d'actifs, de la programmation saisonnière fondée sur les moyens d'existence et de la planification communautaire participative. Elles seront axées sur les pratiques d'alimentation, le VIH, les régimes alimentaires diversifiés et les aliments enrichis; elles prévoient une analyse de la problématique hommes-femmes visant à associer les hommes en tant que parties prenantes et agents du changement en matière de nutrition des ménages.
50. Le PAM appuiera: i) la production locale d'aliments enrichis; ii) l'établissement et la coordination d'un réseau SUN afin d'encourager les entreprises du secteur privé à lutter contre la malnutrition; iii) le programme obligatoire d'enrichissement des aliments mené par le Gouvernement; et iv) le développement des capacités en matière d'assurance qualité et de mise en œuvre effective.
51. Si les taux de malnutrition aiguë globale dépassent des niveaux acceptables dans une situation d'urgence, le PAM interviendra pendant une période de temps limitée en fournissant un traitement contre la malnutrition aiguë modérée aux enfants de moins de 5 ans, aux personnes vivant avec le VIH et la tuberculose et aux autres groupes vulnérables.

Effet direct stratégique 3: Les petits exploitants du Zimbabwe ont un meilleur accès à des marchés agricoles fonctionnant correctement d'ici à 2030

52. Grâce à ses compétences spécialisées dans le domaine des achats locaux et régionaux et à l'expérience qu'il a acquise avec l'initiative Achats au service du progrès⁴⁰, le PAM sera en mesure d'aider les petits exploitants à avoir davantage accès aux marchés, afin qu'ils améliorent leurs revenus et puissent ainsi se nourrir et subvenir à leurs autres besoins; il conviendra de tenir compte des difficultés disproportionnées que rencontrent les femmes pour accéder aux intrants. Le but est d'appuyer les programmes nationaux concernant la sécurité alimentaire et la nutrition, le développement économique et le renforcement de la résilience.
53. Les achats locaux de produits alimentaires peuvent stimuler les marchés et encourager la production, notamment de cultures nutritives et résistantes à la sécheresse, comme les petites céréales et les légumes secs, qui sont traditionnellement plantés par les femmes et sont d'importantes sources de protéines. L'établissement de liens entre les programmes nationaux de filets de sécurité, comme les repas scolaires, et les achats locaux de denrées alimentaires peut engendrer une demande régulière auprès des petits exploitants et donc stabiliser leurs revenus.
54. Cet effet direct stratégique s'appuie sur les enseignements tirés de l'initiative pilote Achats au service du progrès, s'agissant en particulier de concentrer les activités dans les domaines où des conditions favorables existent déjà ou peuvent être instaurées⁴⁰. Dans le cadre de ces activités, le PAM coopérera avec le Centre d'excellence pour la transformation rurale qu'il a établi à Beijing, avec la FAO et avec d'autres partenaires.

⁴⁰ WFP/EB.1/2015/5-C.

55. L'effet direct stratégique 3 va dans le sens du module du programme ZimASSET relatif à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et du domaine prioritaire relatif à la sécurité alimentaire et nutritionnelle du PNUAD du Zimbabwe⁴¹. Il contribue à la réalisation des engagements 3a et 6 énoncés dans la Déclaration de Malabo, de la cible 3 de l'ODD 2, du résultat stratégique 3 du PAM, et des sept recommandations issues de l'examen stratégique Faim zéro du Zimbabwe⁴².

Domaines d'action privilégiés

56. Cet effet direct a pour objet de s'attaquer aux causes profondes dans le contexte d'un système agricole fondé sur des petits exploitants, qui ne dispose pas des mécanismes et des institutions nécessaires pour favoriser une commercialisation efficace et rentable de la production. Les activités permettront de développer les compétences, d'améliorer les infrastructures et de réduire les inégalités entre les sexes dans les communautés d'agriculteurs.

Produits escomptés

57. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- i) Les systèmes d'achat et de commercialisation des produits alimentaires sont renforcés au niveau national et infranational.
 - ii) Les ventes nettes des petits exploitants, y compris des cultures résistantes à la sécheresse, augmentent.
 - iii) Des installations de microstockage et d'autres infrastructures après récolte sont mises à disposition à travers le pays et utilisées par les petits exploitants et les organisations paysannes.

Activités essentielles

58. *Activité 3.1: Concourir à la mise en place d'un mécanisme efficace de commercialisation et d'achat d'aliments locaux.* Le PAM procédera à une évaluation des mécanismes nationaux de commercialisation et d'achat pour guider ses achats d'aliments et appuyer les opérations nationales. En se fondant sur l'expérience qu'il a acquise au Malawi, le PAM devra apporter une assistance technique pour qu'il soit possible de restaurer les systèmes de bourses de produits et de récépissés d'entrepôt, et d'apporter un soutien technique dans les domaines de la logistique, de la sécurité sanitaire des aliments, du contrôle de la qualité, de la gestion des stocks, de l'élaboration des politiques et de la formation. L'établissement de liens avec le système national de réserve de céréales sera envisagé. Le PAM utilisera les mécanismes d'achats locaux dont il dispose pour mettre à profit les investissements et le savoir-faire des parties prenantes, telles que la FAO, les négociants ayant accès à des programmes de crédit et les ONG travaillant avec des groupements d'agriculteurs. Les négociants cherchant à s'approvisionner auprès des petits exploitants pourront participer aux appels d'offres du PAM.
59. *Activité 3.2: Donner aux organisations d'agriculteurs les moyens de regrouper et de commercialiser la production excédentaire.* La plupart des agriculteurs au Zimbabwe sont des petits exploitants qui n'ont pas les moyens d'accéder aux marchés. Le PAM et la FAO: i) renforceront les capacités des groupements d'agriculteurs dans les domaines de la gestion, de la commercialisation et de la comptabilité, de l'utilisation de l'information et des modalités standard de passation de marchés; et ii) investiront dans la mise en place et la remise en état des installations d'entreposage et de transformation, conformément aux recommandations de l'étude sur la gestion des pertes après récolte. Des liens avec les programmes de création d'actifs seront établis là où il sera possible de le faire. Le PAM veillera à ce que les activités de renforcement des capacités facilitent durablement l'accès équitable des femmes aux marchés.

⁴¹ Voir <http://www.zw.one.un.org/sites/default/files/Publications/UNZimbabwe/ZUNDAF%202016%20-%202020.pdf>.

⁴² Voir <https://sustainabledevelopment.un.org/?menu=1300>; http://pages.au.int/sites/default/files/Malabo%20Declaration%202014_11%2026-.pdf; <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/resources/wfp286248.pdf>.

Effet direct stratégique 4: Les ménages ruraux et les petits exploitants en situation d'insécurité alimentaire parviennent à instaurer la sécurité alimentaire et à devenir résilients malgré l'exposition répétée à de multiples chocs et facteurs perturbateurs

60. Une catastrophe naturelle ou un autre choc peuvent réduire rapidement à néant les progrès réalisés en matière de développement pendant les périodes de stabilité. L'incidence du changement climatique et de la variabilité des conditions météorologiques se traduit déjà par des précipitations de plus en plus irrégulières. La fragilité des moyens d'existence et l'absence de bases d'actifs aggravent la vulnérabilité des populations pauvres et en situation d'insécurité alimentaire face aux chocs. Les capacités de planification, coordination et gestion du développement et de réduction des risques de catastrophe au niveau infranational ont diminué, ce qui entraîne une fragmentation et un manque de coordination des activités au niveau des communautés.
61. L'effet direct stratégique 4 a pour objet d'améliorer les moyens d'existence des femmes, hommes, filles et garçons les plus exposés à l'insécurité alimentaire, en mettant en place et protégeant des actifs productifs. La capacité du Gouvernement à faciliter cette tâche au niveau des districts et des communautés sera renforcée, afin qu'elle soit intégrée à d'autres initiatives et favorise la durabilité. Cet effet direct stratégique va dans le sens du module du programme ZimASSET relatif à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et du domaine prioritaire relatif à la sécurité alimentaire et nutritionnelle du PNUAD du Zimbabwe⁴³. Il contribue à la réalisation de l'engagement 6 énoncé dans la Déclaration de Malabo, de la cible 4 de l'ODD 2, du résultat stratégique 4 du PAM, et des recommandations 1, 2 et 6 issues de l'examen stratégique Faim zéro du Zimbabwe.

Domaines d'action privilégiés

62. Cet effet direct a pour objet d'améliorer la résilience grâce à des activités d'Assistance alimentaire pour la création d'actifs (3A) comportant des transferts de ressources qui permettent aux ménages de couvrir leurs besoins alimentaires à court terme, tandis que des actifs sont remis en état ou créés. Les zones cibles pour ces activités et les actifs à créer ou remettre en état sont sélectionnés moyennant une analyse du contexte et en concertation avec les communautés, l'accent étant mis sur l'aménagement des bassins versants.
63. Les objectifs sont les suivants: créer des actifs productifs, développer les capacités des communautés, procéder à des transferts, et renforcer les capacités des partenaires gouvernementaux et coopérants.

Produits escomptés

64. Deux produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- i) Des actifs productifs et durables liés à la sécurité alimentaire sont créés et/ou remis en état et mis à la disposition des communautés rurales.
 - ii) Les communautés bénéficiant d'un appui voient leur capacité à réduire les risques accrue.

Activités essentielles

65. *Activité 4.1: Appuyer la création et la remise en état d'actifs afin d'instaurer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle.* Dans le cadre d'activités 3A, le PAM apportera une assistance conditionnelle aux bénéficiaires qui créent des actifs permettant d'améliorer leurs moyens d'existence, de réduire les risques climatiques et de catastrophe, et de renforcer la résilience face aux chocs. Les analyses des moyens d'existence et de la problématique hommes-femmes permettront de déterminer quelles sont les diverses sources de revenus pour les différents groupes de femmes et d'hommes, et pour leur communauté, conformément aux politiques nationales sur les transferts à vocation sociale et les travaux communautaires. La charge de travail moins lourde confiée aux femmes facilitera leur participation en réduisant leurs tâches supplémentaires, et comprendra des activités relatives aux actifs permettant d'améliorer la nutrition, comme les jardins potagers, les cultures diversifiées, l'aquaculture et l'aménagement des bassins versants. Cette activité contribuera à l'obtention d'autres effets directs stratégiques

⁴³ Voir <http://www.zw.one.un.org/sites/default/files/Publications/UNZimbabwe/ZUNDAF%202016%20-%202020.pdf>.

en reliant la création d'actifs aux activités menées dans les districts prioritaires dans les domaines de la nutrition et de l'accès aux marchés.

66. *Activité 4.2: Renforcer la capacité des districts prioritaires à planifier et à gérer le renforcement de la résilience.* Le PAM continuera d'accroître les moyens dont disposent le Gouvernement et les partenaires pour mettre en œuvre au niveau des districts la programmation saisonnière fondée sur les moyens d'existence et la planification communautaire participative. Dès la mi-2015, à la suite de l'analyse intégrée du contexte, huit⁴⁴ interventions saisonnières fondées sur les moyens d'existence et 360⁴⁵ plans d'action à l'échelle des communautés avaient été menés à terme: ils constitueront la base des activités entreprises par le PAM pour renforcer les capacités de gestion et de coordination des conseils des districts ruraux et des comités de district chargés de l'alimentation et de la nutrition.

Effet direct stratégique 5: Le système de protection sociale permet aux populations exposées à la vulnérabilité chronique dans l'ensemble du pays de subvenir à leurs besoins essentiels toute l'année

67. Les crises récurrentes ont affaibli la capacité d'adaptation des ménages vulnérables, ainsi que les institutions sur lesquelles ils s'appuient. Les interventions humanitaires d'urgence ont permis de sauver des vies au fil des années, mais elles ont eu un impact limité sur les causes profondes de la vulnérabilité. Le PAM renforcera les capacités des acteurs gouvernementaux à mettre en œuvre des services de protection sociale coordonnés, ouverts à tous et équitables, qui sont en mesure de repérer les personnes qui souffrent de la faim et de faire face aux chocs. Ces services permettent de renforcer la résilience et d'accroître les moyens de prévenir les chocs et les facteurs de perturbation saisonniers, de s'y préparer, d'y faire face et de se relever.
68. L'effet direct stratégique 5 va dans le sens de la recommandation relative aux socles de protection sociale de l'Organisation internationale du Travail⁴⁶ et du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015–2030⁴⁷. Il vient à l'appui du module du programme ZimASSET relatif à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, du domaine prioritaire relatif à la sécurité alimentaire et nutritionnelle du PNUAD du Zimbabwe⁴⁸, des cibles 3 de l'ODD 2 et 9 de l'ODD 17, du résultat stratégique 5 du PAM, de l'engagement 3c énoncé dans la Déclaration de Malabo, et des recommandations 1, 2, 4, 5 et 6 issues de l'examen stratégique Faim zéro du Zimbabwe⁴².

Domaines d'action privilégiés

69. Cet effet direct a pour objet de s'attaquer aux causes profondes: le but est de renforcer les institutions et les systèmes nationaux, afin d'améliorer la qualité et les résultats des interventions humanitaires à court terme et de réduire au minimum la nécessité de recourir à ce type d'interventions à l'avenir.

Produits escomptés

70. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- i) Les filets de sécurité et les programmes nationaux et locaux ont davantage de moyens pour cibler toutes les personnes en situation d'insécurité alimentaire et leur venir en aide.
 - ii) Les systèmes nationaux de protection sociale sont en mesure de transposer les services à plus grande échelle en temps de crise.
 - iii) Les meilleures pratiques et expériences internationales sont prises en compte dans les cadres directeurs et de réglementation, ainsi que lors de la conception et de la mise en œuvre des programmes nationaux axés sur la sécurité alimentaire.

⁴⁴ Binga, Chiredzi, Hwange, Masvingo, Mbire, Mwenezi, Tsholotsho, Zvishavane et autres.

⁴⁵ Bikita, Binga, Bubi, Buhera, Centenary, Chipinge, Chiredzi, Gweru, Hwange, Insiza, Lupane, Masvingo, Mbire, Mt. Darwin, Mutare, Mutasa, Mwenezi, Nkayi, Rushinga, Tsholotsho, Umguza, Uzumba-Maramba-Pfungwe, Zaka et autres.

⁴⁶ Voir http://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_INSTRUMENT_ID:3065524

⁴⁷ Voir http://www.wcdrr.org/uploads/Sendai_Framework_for_Disaster_Risk_Reduction_2015-2030.pdf

⁴⁸ Voir <http://www.zw.one.un.org/sites/default/files/Publications/UNZimbabwe/ZUNDAF%202016%20-%202020.pdf>

Activités essentielles

71. *Activité 5.1: Mettre à disposition des compétences spécialisées en matière d'analyse pour appuyer la planification et la gestion fondées sur des données factuelles de solutions et d'interventions adaptées au contexte.* Le PAM aidera le Conseil de l'alimentation et de la nutrition à mettre au point un système national d'information sur l'alimentation et la nutrition, en renforçant la gestion des mécanismes et des outils d'alerte rapide et d'analyse de la nutrition, comme l'analyse intégrée du contexte et le suivi des programmes. Le PAM, la FAO, le Programme des Nations Unies pour le développement et l'UNICEF appuieront l'établissement d'un système d'information central pour le Conseil de l'alimentation et de la nutrition, couvrant les principaux éléments à prendre en considération pour ce qui est des marchés de denrées alimentaires, de la nutrition, du VIH et de la problématique hommes-femmes, l'objectif étant de coordonner les programmes nationaux de lutte contre la faim.
72. Par l'intermédiaire du Conseil de l'alimentation et de la nutrition, le PAM et ses partenaires continueront de renforcer les capacités d'analyse du Comité d'évaluation de la vulnérabilité au Zimbabwe en vue d'élaborer des programmes multisectoriels de préparation, d'intervention et de redressement. Le PAM évaluera les lacunes institutionnelles ayant une incidence sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, conformément aux recommandations issues de l'examen stratégique Faim zéro du Zimbabwe, et il préconisera des mesures correctives.
73. Au niveau des districts, le PAM continuera de renforcer les moyens dont disposent le Gouvernement et les partenaires dans les domaines du suivi de la sécurité alimentaire des programmes, de la programmation saisonnière fondée sur les moyens d'existence et de la planification communautaire participative; les aspects liés au VIH et à la problématique hommes-femmes et les questions intersectorielles de nutrition seront pris en compte et suivis. Les moyens d'intervention ainsi que les capacités de gestion et de coordination des conseils de district seront renforcés, en collaboration avec les organisations œuvrant dans les domaines de l'alimentation et de la nutrition, de la protection civile et des secours en cas de sécheresse.
74. *Activité 5.2: Appuyer des mécanismes innovants de gestion des risques, d'assurance et de financement.* Le PAM facilitera la collaboration avec la Mutuelle panafricaine de gestion des risques et, avec le concours de la FAO et du Gouvernement, il tirera parti des possibilités de coopération Sud-Sud⁴⁹ et d'utilisation du fonds renouvelable destiné à l'exécution des activités relatives à la sécurité alimentaire et à la résilience face aux aléas climatiques. L'initiative 4R en faveur de la résilience des communautés rurales sera mise en œuvre s'il y a lieu⁵⁰, en insistant sur les liens entre l'alerte rapide et le financement des risques. Les filets de sécurité seront transposés à plus grande échelle pour répondre de manière équitable aux besoins en temps de crise. Le PAM cherchera à inciter les petits exploitants à utiliser davantage les services climatologiques en mettant les informations y relatives à leur disposition.
75. *Activité 5.3: Contribuer à la consolidation, à l'administration et à la mise en œuvre de programmes de transferts sociaux dans le cadre du système national de protection sociale.* Le PAM, l'UNICEF et la Banque mondiale aideront le Gouvernement à mettre en place un système central d'information pour les programmes de protection sociale, qui s'inspirera du système de gestion des opérations en espèces (SCOPE) du PAM. Le système contiendra des données ventilées par sexe et par âge susceptibles d'être utilisées pour le ciblage, le suivi et l'établissement des rapports, et sera relié aux systèmes de suivi des marchés, et aux programmes d'assistance saisonnière et de création d'actifs menés par le PAM. Il sera conforme au programme harmonisé de transferts monétaires à vocation sociale, et sera accompagné d'une action de sensibilisation en faveur de la définition d'objectifs en matière de nutrition pour ces transferts. Le PAM utilisera ses compétences spécialisées en matière de passation de marchés et d'établissement de partenariats avec des entreprises privées qui fournissent des services bancaires par téléphonie mobile, des services de sécurité et des cartes à puce permettant d'optimiser les transferts.

⁴⁹ <http://www.africanriskcapacity.org/>

⁵⁰ <https://www.wfp.org/climate-change/foodsecure> et <https://www.wfp.org/climate-change/r4-rural-resilience-initiative>

76. *Activité 5.4: Appuyer le rétablissement du programme national de repas scolaires.* Le PAM aidera le Gouvernement à remettre en place un programme de repas scolaires utilisant la production locale, dans le cadre du système de protection sociale. Ce programme sera relié au secteur agricole afin d'assurer la diversification du régime alimentaire et l'apport de micronutriments. Le soutien apporté par le PAM portera sur le cadre stratégique, le cadre directeur et le cadre législatif, la gestion financière, la coordination institutionnelle, et la conception et la mise en œuvre du programme. Le PAM tirera parti du savoir-faire de son Centre d'excellence pour la lutte contre la faim, établi au Brésil, en matière de repas scolaires utilisant la production locale.

Effet direct stratégique 6: Les partenaires au Zimbabwe sont soutenus de façon fiable par des services liés à la chaîne d'approvisionnement de premier ordre, d'un bon rapport coût-efficacité et efficaces

77. Les atouts du PAM dans les domaines de la gestion et de la logistique de la chaîne d'approvisionnement sont largement reconnus: le PAM dirige le module de la logistique au Zimbabwe et fournit des services logistiques aux partenaires, ce qui permet d'économiser du temps et des ressources. Les activités visant à obtenir cet effet direct stratégique permettent de fournir des services liés à la chaîne d'approvisionnement aux partenaires de l'action humanitaire et du développement, ce qui contribue à l'application du principe concernant l'efficacité dans les opérations énoncé dans le PNUAD du Zimbabwe, à la réalisation de la cible 16 de l'ODD 17 et au résultat stratégique 8 du PAM⁵¹.

Domaines d'action privilégiés

78. Les interventions d'urgence constituent le domaine d'action privilégié relatif à cet effet direct, l'objectif étant de fournir aux partenaires des services liés à la chaîne d'approvisionnement d'un bon rapport coût-efficacité.

Produits escomptés

79. Le produit suivant permettra d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les partenaires au Zimbabwe ont accès aux services liés à la chaîne d'approvisionnement assurés par le PAM.

Activités essentielles

80. *Activité 6.1: Mettre à disposition des compétences spécialisées et des services dans le domaine de la logistique et des achats.* Le PAM assurera des services liés à la chaîne d'approvisionnement selon qu'il convient: il pourra s'agir de la gestion des achats, des formalités de dédouanement, de l'entreposage et de la gestion des stocks, de la vérification, du transport et des livraisons.

3.3 Transition et stratégies de retrait

81. L'approche adoptée par le PAM pour faciliter une transition progressive vers la prise en main des programmes par le pays est la suivante:
- Intégration dans les politiques nationales. Le PAM collaborera avec le Gouvernement et d'autres parties prenantes afin d'intégrer son portefeuille d'activités dans les programmes nationaux de protection sociale et de renforcement de la résilience.
 - Développement des capacités et assistance technique. Le PAM axera son action sur le renforcement des systèmes, des institutions et des programmes gouvernementaux visant à lutter durablement contre la faim.
 - Collaboration fondée sur des données factuelles. Le PAM utilisera ses compétences spécialisées en matière d'analyse pour favoriser une compréhension commune des causes profondes de la faim et de la vulnérabilité, qui servira de fondement à l'élaboration et à la gestion des programmes et des politiques.

⁵¹ Voir <https://sustainabledevelopment.un.org/?menu=1300>; <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/resources/wfp286248.pdf>

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

Effet direct stratégique	Activité	Femmes/ filles	Hommes/ garçons	Total
1	Activité 1.1: Fournir des transferts de type monétaire et/ou des transferts de vivres aux ménages les plus vulnérables touchés par des pénuries alimentaires saisonnières	161 200	148 800	310 000
	Activité 1.2: Fournir des transferts de type monétaire et/ou des transferts de vivres non assortis de conditions aux réfugiés dans les camps et soutenir leurs moyens d'existence	7 800	7 200	15 000
2	Activité 2.2: Aider le Gouvernement à mettre en œuvre les programmes de nutrition aux niveaux national et infranational:			
	➤ Enfants âgés de 6 à 23 mois – supplémentation alimentaire ciblée	15 600	14 400	30 000
	➤ Enfants âgés de 6 à 23 mois – supplémentation en micronutriments	10 764	9 936	20 700
	➤ Appui aux femmes enceintes prises en charge dans des foyers d'hébergement pour futures parturientes	137 550		137 550
4	Activité 4.1: Appuyer la création et la remise en état d'actifs afin d'instaurer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle	242 840	224 160	467 000
TOTAL		575 154	405 096	980 250
Total ajusté, hors chevauchements		466 381	326 275	792 656

* Ces chiffres totaux correspondent aux effectifs cumulés des bénéficiaires; les totaux ajustés tiennent compte des chevauchements entre activités.

82. L'appui apporté pendant la période de soudure diminuera à mesure que les bénéficiaires seront pris en charge dans le cadre des activités 3A et de l'aide sociale apportée par le Gouvernement⁵², qu'ils bénéficieront d'activités complémentaires au titre des effets directs stratégiques 3 et 5, et que les actifs créés en tenant compte de la problématique hommes-femmes permettront d'améliorer la résilience des communautés. Le ciblage est fondé sur les résultats annuels fournis par le Comité d'évaluation de la vulnérabilité au Zimbabwe, auxquels s'ajoute le classement de la vulnérabilité des ménages effectué par les communautés.
83. Les réfugiés du camp de Tongogara ont droit à l'assistance alimentaire du PAM. Leurs effectifs devraient augmenter à mesure que de nouveaux réfugiés arrivent et en raison de la croissance démographique.
84. Tirant parti de l'initiative de prévention du retard de croissance dans le district de Mutasa, le PAM mettra à l'essai des méthodes de ciblage, en vue d'améliorer l'efficacité, l'équité et l'efficacité des programmes. Les rations seront adaptées aux besoins et d'autres réseaux de distribution que les dispensaires seront étudiés. Des programmes pilotes de prévention du retard de croissance, qui s'inspireront des modèles ayant donné de bons résultats, seront mis en œuvre dans d'autres zones; des données factuelles solides seront produites et consignées.

⁵² Les décisions relatives au passage de l'assistance apportée pendant la période de soudure aux activités 3A seront prises au niveau des quartiers et des ménages, car tous les ménages ne seront pas en mesure d'y participer.

85. Le choix des districts prioritaires pour les activités 3A reposera sur l'analyse intégrée du contexte et le suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les communautés retenues seront ciblées pendant plusieurs années afin de favoriser la durabilité. Les questions d'égalité entre les sexes et de protection seront évaluées pendant toute la durée de la mise en œuvre.

4.2 Transferts

Transferts de vivres et transferts de type monétaire

86. Pour toutes les activités, les assortiments alimentaires sont établis en fonction des habitudes alimentaires locales, et tiennent compte des sources de revenu et d'approvisionnement en vivres. Les transferts de type monétaire et les ajustements réguliers de la valeur des transferts seront déterminés sur la base d'évaluations périodiques des marchés, de la problématique hommes-femmes et de l'âge. Les transferts fondés sur le marché augmenteront selon les conditions du marché et le financement.
87. L'assistance apportée pendant la période de soudure et les activités 3A couvrent 75 pour cent des besoins énergétiques. Les ménages qui bénéficient d'une assistance pendant la période de soudure et comptent des enfants âgés de 6 à 23 mois reçoivent une ration complémentaire de SuperCereal Plus, afin d'améliorer l'apport en micronutriments.
88. Les réfugiés bénéficient de transferts de type monétaire qui couvrent 100 pour cent de leurs besoins énergétiques. Ceux qui sont atteints de maladies chroniques reçoivent un complément de SuperCereal par l'intermédiaire des services de santé du camp. Les nouveaux arrivants bénéficieront d'un transfert de vivres jusqu'à ce qu'ils soient enregistrés et puissent recevoir un appui sous forme de transferts de type monétaire.

TABLEAU 2: TOTAL DES BESOINS EN VIVRES/TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Type de produit alimentaire/transfert de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Céréales	60 166,98	21 198 645
Légumes secs	11 957,85	9 836 748
Huile et matières grasses	4 470,19	4 240 925
Aliments composés et mélanges	7 817,82	7 945 477
Total des produits alimentaires	84 412,84	43 221 795
Transferts de type monétaire		49 027 039
TOTAL DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE		92 248 834

TABLEAU 3: RATION ALIMENTAIRE (en grammes/personne/jour) ou VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (en dollars/personne/jour) PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ

	Effet direct stratégique 1						Effet direct stratégique 2			Effet direct stratégique 4	
Activité	Fournir des transferts de type monétaire et/ou des transferts de vivres aux ménages les plus vulnérables touchés par des pénuries alimentaires saisonnières			Fournir des transferts de type monétaire et/ou des transferts de vivres non assortis de conditions aux réfugiés dans les camps et soutenir leurs moyens d'existence			Aider le Gouvernement à mettre en œuvre les programmes de nutrition aux niveaux national et infranational			Appuyer la création et la remise en état d'actifs afin d'instaurer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle	
Type de bénéficiaire	Bénéficiaires ordinaires	Bénéficiaires ordinaires	Enfants de 6 à 59 mois (complément)	Bénéficiaires ordinaires	Bénéficiaires atteints de maladie chronique (complément)	Nouveaux arrivants	Enfants de 6 à 23 mois	Enfants de 6 à 23 mois	Femmes enceintes	Bénéficiaires ordinaires	Bénéficiaires ordinaires
Modalité	Transferts de type monétaire	Vivres	Vivres	Transferts de type monétaire	Vivres	Vivres	Vivres	Micronutriments en poudre	Vivres	Transferts de type monétaire	Vivres
Céréales	-	333	-	-	-	450	-	-	400	-	333
Légumes secs	-	67	-	-	-	67	-	-	80	-	67
Huile	-	25	-	-	-	25	-	-	25	-	25
Sel	-	-	-	-	-	8	-	-	-	-	-
Sucre	-	-	-	-	-	25	-	-	-	-	-
SuperCereal	-	-	-	-	100	-	-	-	200	-	-
SuperCereal Plus	-	-	200	-	-	-	200	-	-	-	-
Micronutriments en poudre	-	-	-	-	-	-	-	0,5	-	-	-
Total kcal/jour	-	1 664	787	-	376	2 188	787	-	2 724	-	1 664
% kcal d'origine protéique	-	11	17	-	16	11	17	-	11	-	11
Transferts de type monétaire (en dollars/personne/jour)	00,40	-	-	00,50	-	-	-	-	-	00,40	-

Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud

89. Le PAM conservera sa capacité à fournir des secours humanitaires, mais il axera davantage son action sur le renforcement des moyens relatifs aux systèmes, institutions et programmes gouvernementaux. Les partenariats établis avec des organes gouvernementaux aux niveaux national et décentralisé seront le vecteur de cet appui en faveur du renforcement des capacités.
90. Les possibilités de coopération Sud-Sud sont multiples. Le Centre d'excellence du PAM établi au Brésil appuiera les repas scolaires et les systèmes intégrés de filets de sécurité, et ses centres implantés en Chine et en Fédération de Russie appuieront les programmes d'accès aux marchés, de nutrition et de renforcement de la résilience.

4.3 Chaîne d'approvisionnement

91. Les produits alimentaires proviennent des dons en nature, des achats effectués au niveau régional et international et du Mécanisme de gestion globale des vivres du PAM. Les vivres sont achetés conformément aux normes déontologiques et aux principes de concurrence, de transparence, de séparation des tâches et d'obligation redditionnelle. Ils sont entreposés dans des installations du PAM et transportés par le PAM; les partenaires coopérants sont responsables des points de livraison avancés, du transport jusqu'aux points de livraison finale et de la distribution.
92. Parmi les modalités utilisées pour les transferts de type monétaire figurent les systèmes mobiles de transfert monétaire et le transport de fonds. Des dispositifs de suivi des marchés et des évaluations périodiques des mécanismes de distribution sont prévus au titre de l'effet direct stratégique 5.

4.4 Capacité du bureau de pays et profil du personnel

93. L'importance croissante accordée par le PAM à l'offre de services et à l'assistance technique témoigne de la valeur ajoutée qu'il apporte dans les domaines du développement, de la protection sociale et du renforcement de la résilience; ses capacités d'intervention en cas d'urgence restent inchangées. Le renforcement des compétences du personnel du PAM est de ce fait centré sur les domaines suivants: développement des capacités, concertation sur l'action à mener, protection sociale, nutrition, soutien des marchés, transferts de type monétaire, analyse de la vulnérabilité, réduction des risques de catastrophe, résilience, technologie alimentaire, problématique hommes-femmes, protection, recherche et mise en place de partenariats.

4.5 Partenariats

94. Conformément à sa stratégie en matière de partenariat, le PAM met davantage l'accent sur les partenariats stratégiques en vue d'obtenir des effets directs conjoints. Il a noué des partenariats avec des ONG internationales et nationales, qui sont nombreuses à participer aux groupes de travail sur l'assistance alimentaire et les transferts de type monétaire qui sont placés sous sa houlette.
95. En collaboration avec le Conseil de l'alimentation et de la nutrition et d'autres parties prenantes, le PAM réalise des évaluations qui vont dans le sens des recommandations issues de l'examen stratégique; il travaille en collaboration avec le Ministère du service public, du travail et des services sociaux pour ce qui est des activités 3A, et avec le Ministère de l'éducation primaire et secondaire et l'UNICEF pour les filets de protection sociale. Le PAM, l'UNICEF et la Banque mondiale aident à établir un système d'information sur la protection sociale. Le Ministère de la santé et de la protection de l'enfance dirige les travaux sur la nutrition et l'enrichissement des aliments, en partenariat avec le PAM, l'UNICEF, la FAO, l'OMS, le FNUAP et le mouvement SUN.
96. En collaboration avec le Fonds international de développement agricole, la FAO et le PAM ont élaboré une feuille de route pour le renforcement de la résilience, qui repose sur les petits exploitants et les achats locaux. La collaboration avec le Ministère de l'agriculture, de la mécanisation et de l'irrigation, qui porte sur les activités 3A et sur le développement des capacités des petits agriculteurs, s'intensifiera à mesure que le PAM facilitera l'accès aux marchés. Avec le Ministère de l'administration locale, le PAM s'emploie, dans le cadre de la programmation saisonnière fondée sur les moyens d'existence et de la planification communautaire participative, à renforcer les capacités des autorités locales en matière de

conception et de gestion des programmes axés sur la résilience. Le Département des services météorologiques et le Ministère de l'environnement, de l'eau et du climat participent aux programmes de suivi des conditions météorologiques, de gestion des risques et de résilience face aux aléas climatiques.

97. Le PAM aidera ses partenaires en leur fournissant des services d'approvisionnement, et des capacités d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité. Les accords passés prendront systématiquement en compte les questions concernant la protection, l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes, la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles, et le suivi et la communication des résultats, et préciseront les résultats attendus et les ressources budgétaires requises.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

98. Le PAM mesurera les résultats obtenus au regard des cibles de l'examen stratégique; les indicateurs d'effet direct et de performance seront évalués chaque année avec la collaboration de l'Agence nationale de la statistique. Les indicateurs d'effet direct, de produit et de processus seront tous ventilés par sexe et par âge. Les activités de suivi et d'évaluation, qui tiendront compte de la problématique hommes-femmes, contribueront à la transparence et permettront d'ajuster la mise en œuvre.
99. Le PAM aura recours à plusieurs types d'entretiens – avec des personnes, des ménages et des communautés – et fera davantage usage de technologies de collecte de données et de communication de l'information en temps réel. SCOPE et l'outil des bureaux de pays pour une gestion efficace (COMET) faciliteront l'établissement des rapports normalisés sur les projets, lesquels comporteront désormais aussi des infographies. La programmation des transferts de type monétaire sera gérée par SCOPE.
100. Le PSP fera l'objet d'un examen à mi-parcours après deux ans et d'une évaluation du portefeuille d'activités après quatre ans afin d'évaluer les progrès accomplis; à cela viendra s'ajouter au moins une évaluation décentralisée.
101. Les effets directs stratégiques du PAM décrivent les progrès à court et moyen termes à accomplir pour atteindre les cibles nationales relatives aux ODD 2 et 17; les pouvoirs publics seront responsables du suivi des indicateurs nationaux correspondant aux ODD, avec l'aide de l'Organisation des Nations Unies.

5.2 Gestion des risques

102. Le PAM dispose pour les risques majeurs de plans de préparation qu'il passera périodiquement en revue; il mettra à jour le registre des risques et assurera le suivi des mesures d'atténuation.

Risques contextuels, programmatiques et institutionnels

103. Si l'instabilité politique, économique ou météorologique menace les acquis du développement, le PAM maintiendra le cap sur le développement à long terme et la résilience tout en répondant aux besoins d'aide humanitaire.
104. Pour obtenir l'adhésion du Gouvernement, des partenaires et des donateurs, le PAM adoptera une méthode de programmation fondée sur des éléments probants, précisera les rôles de chacun dans le cadre de consultations et démontrera qu'il est un partenaire de choix fiable dans la lutte contre la faim.
105. Les effectifs du PAM seront revus et des formations organisées pour faire face au manque de capacités. Le PAM renforcera les capacités des partenaires, qui seront sélectionnés en fonction de critères tels que le respect des droits de l'homme, du droit international et des principes humanitaires.

106. Les répercussions des activités du PSP sur la charge de travail des hommes et des femmes et la qualité des produits alimentaires achetés feront l'objet d'un suivi et l'on tentera d'y apporter des solutions au moyen d'analyses de la problématique hommes-femmes, de mesures de ciblage et de développement des capacités dans les domaines de la manutention après récolte et de l'entreposage; une société d'inspection réputée sera engagée à cet effet. Des évaluations des marchés, du rapport coût efficacité et des problèmes de protection seront réalisées périodiquement pour pallier les risques opérationnels associés aux transferts de type monétaire.
107. Le PAM surveillera attentivement la situation économique. Des mesures de préparation sont déjà en place pour remédier aux conséquences d'une éventuelle réintroduction de la devise locale⁵³. Le PAM respecte les normes minimales de sécurité opérationnelle des Nations Unies.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

108. Le budget de 255 millions de dollars prévu pour ce PSP de cinq ans a été établi à partir de l'hypothèse d'un redressement progressif après les crises récentes liés aux aléas météorologiques. L'investissement dans le développement des capacités augmentera au fil du temps pour tous les effets directs stratégiques.

TABLEAU 4: BUDGET DE PORTEFEUILLE DE PAYS (en dollars)						
	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
Effet direct stratégique	2017*	2018	2019	2020	2021	
1	16 633 862	31 683 206	29 214 306	25 182 332	21 034 205	123 747 911
2	2 450 389	3 173 742	2 914 617	2 678 125	2 552 483	13 769 356
3	1 532 888	1 521 094	1 534 480	1 444 382	1 492 148	7 524 991
4	17 847 904	20 009 835	21 617 389	18 482 255	16 762 909	94 720 292
5	3 818 732	2 634 963	2 020 507	1 469 003	986 177	10 929 383
6	914 795	781 880	902 684	967 049	1 076 828	4 643 236
TOTAL	43 198 571	59 804 720	58 203 982	50 223 146	43 904 750	255 335 169

* D'avril à décembre.

109. L'effet direct stratégique 1 garantit l'accès à la nourriture des populations vulnérables, y compris les réfugiés: le budget qui lui est alloué, soit 124 millions de dollars, représente 48 pour cent des ressources requises pour le PSP. Les montants requis pour cet effet direct devraient diminuer sensiblement au fur et à mesure que le pays progresse dans le domaine socio-économique.
110. L'effet direct stratégique 2, qui porte sur la nutrition, représente 5 pour cent du budget du PSP. Les investissements requis seront stables pendant toute la durée du PSP en raison des financements que nécessite la recherche opérationnelle liée à la prévention du retard de croissance.
111. L'effet direct stratégique 3 – appui aux marchés – représente un montant de 7,5 millions de dollars, soit 3 pour cent du budget total. Il est axé sur le développement des capacités, l'assistance technique et l'instauration de systèmes visant à améliorer l'accès et l'implantation des petits exploitants sur les marchés. Les investissements dans ce domaine seront relativement stables pendant toute la durée du PSP.

⁵³ Un système monétaire multidevises a été mis en place au Zimbabwe après l'hyperinflation liée au dollar zimbabwéen qu'a connue le pays.

112. L'effet direct stratégique 4 améliore les moyens d'existence des ménages vulnérables et renforce leur résilience face aux catastrophes et aux risques climatiques; il représente 37 pour cent du budget de portefeuille. Le nombre de bénéficiaires sera plus élevé durant les deux premières années, pendant lesquelles il est prévu qu'un surcroît de personnes vulnérables reçoivent un appui en période de soudure, et diminuera les années suivantes. Le PAM jouera de plus en plus un rôle consultatif.
113. L'effet direct stratégique 5 permettra au système de protection sociale de renforcer la résilience et d'améliorer ainsi la sécurité alimentaire et nutritionnelle; son budget s'élève à 11 millions de dollars, soit 5 pour cent du budget total. L'investissement favorisera la transformation et la viabilité des solutions nationales au problème de la faim.
114. Le PSP se fonde sur l'hypothèse que les transferts de type monétaire seront la modalité de transfert privilégiée. Au vu des évaluations des marchés et en cas de consensus fondé sur des éléments probants, il pourra combiner plusieurs modalités.

6.2 Perspectives de financement

115. Les prévisions de financement du PSP sont réalistes. Elles se fondent sur la stabilité des contributions reçues par le PAM jusqu'à ce jour – 50 millions de dollars par an entre 2010 et 2016. Le bureau de pays a procédé à de vastes restructurations en vue de la mise en œuvre du présent PSP.

6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

116. La perception du PAM au Zimbabwe évolue dans la mesure où le Gouvernement, les partenaires du développement et d'autres parties prenantes reconnaissent désormais la valeur de l'action qu'il mène hors du domaine humanitaire. La stratégie de mobilisation des ressources permettra de mieux faire connaître ces changements auprès des intervenants extérieurs.

6.4 Priorités d'affectation des ressources

117. En cas de déficit de financement, les activités seront classées par ordre de priorité. La prévention du retard de croissance sera absolument prioritaire. Étant donné la relative modicité des enveloppes budgétaires attribuées aux effets directs stratégiques 3 et 5 et au vu des indications reçues des donateurs quant à leur soutien, le PAM ne prévoit pas de déficit de financement. L'effet direct stratégique 6, qui concerne la fourniture de services en fonction de la demande, sera pour sa part soumis à des fluctuations. Durant les premières années du PSP, les activités d'assistance aux personnes vulnérables en période de soudure auront la priorité sur les activités 3A. Tous les programmes seront mis en œuvre en tenant compte de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR LE ZIMBABWE (2017–2021)

Texte librement rédigé par le bureau de pays

Éléments du Plan stratégique

Catégories et indicateurs du
Cadre de résultats institutionnels

Pays: Zimbabwe

Date de démarrage du PSP: 01/04/2017 Date d'achèvement du PSP: 31/12/2021

CADRE LOGIQUE

Cibles nationales des ODD et indicateurs

Les cibles nationales des ODD et les indicateurs font encore l'objet de discussions avec le Gouvernement et seront ajoutés une fois disponibles.

Priorités du PNUAD du Zimbabwe

- 1.1 Les ménages ciblés dans les zones rurales et urbaines ont amélioré leur sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- 1.2 Les communautés ont les moyens de s'adapter au changement climatique et renforcent la résilience au profit de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- 4.1 Les institutions clés élaborent et mettent en œuvre des politiques, des stratégies et des programmes socioéconomiques afin d'améliorer les moyens d'existence et de réduire la pauvreté dans les communautés.
- 4.2 L'accès aux revenus et aux possibilités de travail décents augmente dans les chaînes de valeur et les secteurs économiques clés, notamment pour les jeunes et les femmes.
- 5.3 Le Gouvernement et ses partenaires génèrent et exploitent des données aux fins de développement.
- 6.1 Les populations vulnérables accèdent plus facilement à des services sociaux de base de qualité et y ont davantage recours.
- 6.2 Les institutions clés offrent des services sociaux fondamentaux équitables et de qualité.
- 6.3 Les ménages vivant sous le seuil de la pauvreté alimentaire accèdent plus facilement aux services de protection sociale et y ont davantage recours.

But stratégique 1 *Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro*

Objectif stratégique 1 *Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation*

Résultat stratégique 1 *Chacun a accès à la nourriture (Cible 1 de l'ODD 2)*

Effet direct stratégique 1: Les populations exposées à l'insécurité alimentaire, y compris les réfugiés, dans les districts les plus touchés sont en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels en cas de graves chocs saisonniers ou d'autres facteurs de perturbation

Dimension nutritionnelle

Catégorie d'effet direct correspondante

1.1 Maintien/amélioration de l'accès des ménages à une alimentation suffisante

Indicateurs d'effet direct

1.1.1 Score de consommation alimentaire, en fonction du sexe du chef de famille

1.1.2 Indice des stratégies de survie

CADRE LOGIQUE	
	1.1.3 Part des dépenses consacrées à l'alimentation 1.1.5 Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes 1.1.6 Score de consommation alimentaire – nutrition
Produit 1.1: Les transferts de type monétaire ou les transferts de vivres effectués au profit des populations ciblées par le PAM ¹ sont suffisants pour leur permettre de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels	Catégorie de produit correspondante A.1 Ressources non assorties de conditions transférées
Activité 1.1: Fournir des transferts de type monétaire et/ou des transferts de vivres aux ménages les plus vulnérables touchés par des pénuries alimentaires saisonnières	Catégorie d'activité correspondante Transferts inconditionnels de ressources pour favoriser l'accès à l'alimentation
Activité 1.2: Fournir des transferts de type monétaire et/ou des transferts de vivres non assortis de conditions aux réfugiés dans les camps et soutenir leurs moyens d'existence	Catégorie d'activité correspondante Transferts inconditionnels de ressources pour favoriser l'accès à l'alimentation
Objectif stratégique 2 Améliorer la nutrition	
Résultat stratégique 2 Personne ne souffre de malnutrition (Cible 2 de l'ODD 2)	
Effet direct stratégique 2: L'évolution de la prévalence du retard de croissance chez les enfants dans les districts prioritaires est conforme aux objectifs nationaux et internationaux d'ici à 2025	Catégorie d'effet direct correspondante 2.1 Amélioration de la consommation de produits alimentaires de qualité et riches en nutriments chez les personnes ciblées Indicateurs d'effet direct 2.1.1 Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture) 2.1.2 Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance) 2.1.3 Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable
Produit 2.1: Les connaissances locales et les données factuelles réunies sont suffisantes pour permettre d'élaborer des politiques et de prendre des décisions relatives aux interventions portant spécifiquement sur la nutrition et à celles qui en tiennent compte, à l'échelon national	Catégorie de produit correspondante C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées
Produit 2.2: Des transferts de type monétaire ou de vivres, y compris sous la forme d'aliments nutritifs spécialisés, sont effectués selon que de besoin et en quantité suffisante pour permettre aux bénéficiaires ciblés de satisfaire leurs besoins nutritionnels	Catégorie de produit correspondante A.2. Ressources assorties de conditions transférées B. Aliments nutritifs fournis

¹ Le produit 1.1 associé à l'effet direct stratégique 1 s'applique aux populations ciblées par l'assistance pendant la période de soudure et les activités de soutien aux réfugiés.

CADRE LOGIQUE

CADRE LOGIQUE	
Produit 2.3: Des messages adaptés sur l'évolution des comportements en matière de nutrition sont dûment communiqués aux populations ciblées	Catégorie de produit correspondante E. Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées
Activité 2.1: Recueillir des données factuelles en vue de promouvoir les activités nutritionnelles, de déterminer l'orientation des politiques et de prendre les décisions concernant les programmes	Catégorie d'activité correspondante Analyse, suivi et évaluation
Activité 2.2: Aider le Gouvernement à mettre en œuvre les programmes de nutrition aux niveaux national et infranational	Catégorie d'activité correspondante Prévention de la malnutrition
Objectif stratégique 3 Assurer la sécurité alimentaire	
Résultat stratégique 3: La sécurité alimentaire et la nutrition des petits exploitants s'améliorent grâce à l'augmentation de la productivité et des revenus (Cible 3 de l'ODD 2)	
Effet direct stratégique 3: Les petits exploitants du Zimbabwe ont un meilleur accès à des marchés agricoles fonctionnant correctement d'ici à 2030	Catégorie d'effet direct correspondante 3.1 Augmentation de la production et des ventes des petits exploitants Indicateurs d'effet direct 3.1.1 Pourcentage de petits exploitants (hommes/femmes) vendant leur production par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM 3.1.2 Pourcentage de produits alimentaires du PAM achetés à des systèmes de regroupement de la production favorables aux petits exploitants
Produit 3.1: Les systèmes d'achat et de commercialisation des produits alimentaires sont renforcés au niveau national et infranational	Catégorie de produit correspondante C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées F. Achats effectués auprès de petits exploitants
Produit 3.2: Les ventes nettes des petits exploitants, y compris des cultures résistantes à la sécheresse, augmentent	Catégorie de produit correspondante F. Achats effectués auprès de petits exploitants
Produit 3.3: Des installations de microstockage et d'autres infrastructures après récolte sont mises à disposition à travers le pays et utilisées par les petits exploitants et les organisations paysannes	Catégorie de produit correspondante C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées L. Investissements consacrés à l'infrastructure et à l'équipement appuyés
Activité 3.1: Concourir à la mise en place d'un mécanisme efficace de commercialisation et d'achat d'aliments locaux	Catégorie de produit correspondante Renforcement des capacités institutionnelles
Activité 3.2: Donner aux organisations d'agriculteurs les moyens de regrouper et de commercialiser la production excédentaire	Catégorie d'activité correspondante Appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants

CADRE LOGIQUE

Objectif stratégique 3 <i>Assurer la sécurité alimentaire</i>	
Résultat stratégique 4: <i>Les systèmes alimentaires sont durables (Cible 4 de l'ODD 2)</i>	
Effet direct stratégique 4: Les ménages ruraux et les petits exploitants en situation d'insécurité alimentaire parviennent à instaurer la sécurité alimentaire et à devenir résilients malgré l'exposition répétée à de multiples chocs et facteurs perturbateurs	<p>Catégorie d'effet direct correspondante</p> <p>4.1 Amélioration de l'adaptation des ménages et de leur résilience face aux chocs climatiques et autres</p> <p>Indicateurs d'effet direct</p> <p>4.1.1 Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base des moyens d'existence</p>
Produit 4.1: Des actifs productifs et durables liés à la sécurité alimentaire sont créés et/ou remis en état et mis à la disposition des communautés rurales	<p>Catégorie de produit correspondante</p> <p>A.2. Ressources assorties de conditions transférées</p> <p>C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées</p> <p>D. Actifs créés</p> <p>E. Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées</p>
Produit 4.2: Les communautés bénéficiant d'un appui voient leur capacité à réduire les risques accrue	<p>Catégorie de produit correspondante</p> <p>C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées</p> <p>K. Partenariats appuyés</p>
Activité 4.2: <i>Renforcer la capacité des districts prioritaires à planifier et à gérer le renforcement de la résilience</i>	<p>Catégorie d'activité correspondante</p> <p>Renforcement des capacités institutionnelles</p>
Activité 4.1: <i>Appuyer la création et la remise en état d'actifs afin d'instaurer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle</i>	<p>Catégorie d'activité correspondante</p> <p>Création d'actifs et appui aux moyens d'existence</p>
But stratégique 2: <i>Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD</i>	
Objectif stratégique 4: <i>Appuyer la mise en œuvre des ODD</i>	
Résultat stratégique 5: <i>Les pays ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD (Cible 9 de l'ODD 17)</i>	
Effet direct stratégique 5: Le système de protection sociale permet aux populations exposées à la vulnérabilité chronique dans l'ensemble du pays de subvenir à leurs besoins essentiels toute l'année	<p>Catégorie d'effet direct correspondante</p> <p>5.1 Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel</p> <p>Indicateurs d'effet direct</p> <p>5.1.1 <i>Score de capacité Faim zéro</i></p>

CADRE LOGIQUE	
Produit 5.1: Les filets de sécurité et les programmes nationaux et locaux ont davantage de moyens pour cibler toutes les personnes en situation d'insécurité alimentaire et leur venir en aide	Catégorie de produit correspondante C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées K. Partenariats appuyés
Produit 5.2: Les systèmes nationaux de protection sociale sont en mesure de transposer les services à plus grande échelle en temps de crise	Catégorie de produit correspondante C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées G. Liens avec des ressources financières et des services d'assurance facilités K. Partenariats appuyés
Produit 5.3: Les meilleures pratiques et expériences internationales sont prises en compte dans les cadres directeurs et de réglementation, ainsi que lors de la conception et de la mise en œuvre des programmes nationaux axés sur la sécurité alimentaire	Catégorie de produit correspondante C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées I. Stratégies de participation à l'élaboration des politiques élaborées/mises en œuvre K. Partenariats appuyés
Activité 5.1: <i>Mettre à disposition des compétences spécialisées en matière d'analyse pour appuyer la planification et la gestion fondées sur des données factuelles de solutions et d'interventions adaptées au contexte</i>	Catégorie d'activité correspondante Analyse, suivi et évaluation
Activité 5.2: <i>Appuyer des mécanismes innovants de gestion des risques, d'assurance et de financement</i>	Catégorie d'activité correspondante Adaptation au changement climatique et gestion des risques
Activité 5.3: <i>Contribuer à la consolidation, à l'administration et à la mise en œuvre de programmes de transferts sociaux dans le cadre du système national de protection sociale</i>	Catégorie d'activité correspondante Renforcement des capacités institutionnelles
Activité 5.4: <i>Appuyer le rétablissement du programme national de repas scolaires</i>	Catégorie d'activité correspondante Repas scolaires
Objectif stratégique 4: <i>Appuyer la mise en œuvre des ODD</i>	
Résultat stratégique 8 <i>Le partage des connaissances, du savoir-faire et de la technologie renforce l'appui apporté par les partenariats mondiaux aux activités menées par les pays en vue de réaliser les ODD (Cible 16 de l'ODD 17)</i>	
Effet direct stratégique 6: Les partenaires au Zimbabwe sont soutenus de façon fiable par des services liés à la chaîne d'approvisionnement de premier ordre, d'un bon rapport coût-efficacité et efficaces	Catégorie d'effet direct correspondante 8.1 Amélioration des plateformes de coordination communes Indicateurs d'effet direct 8.1.1 Taux de satisfaction des usagers

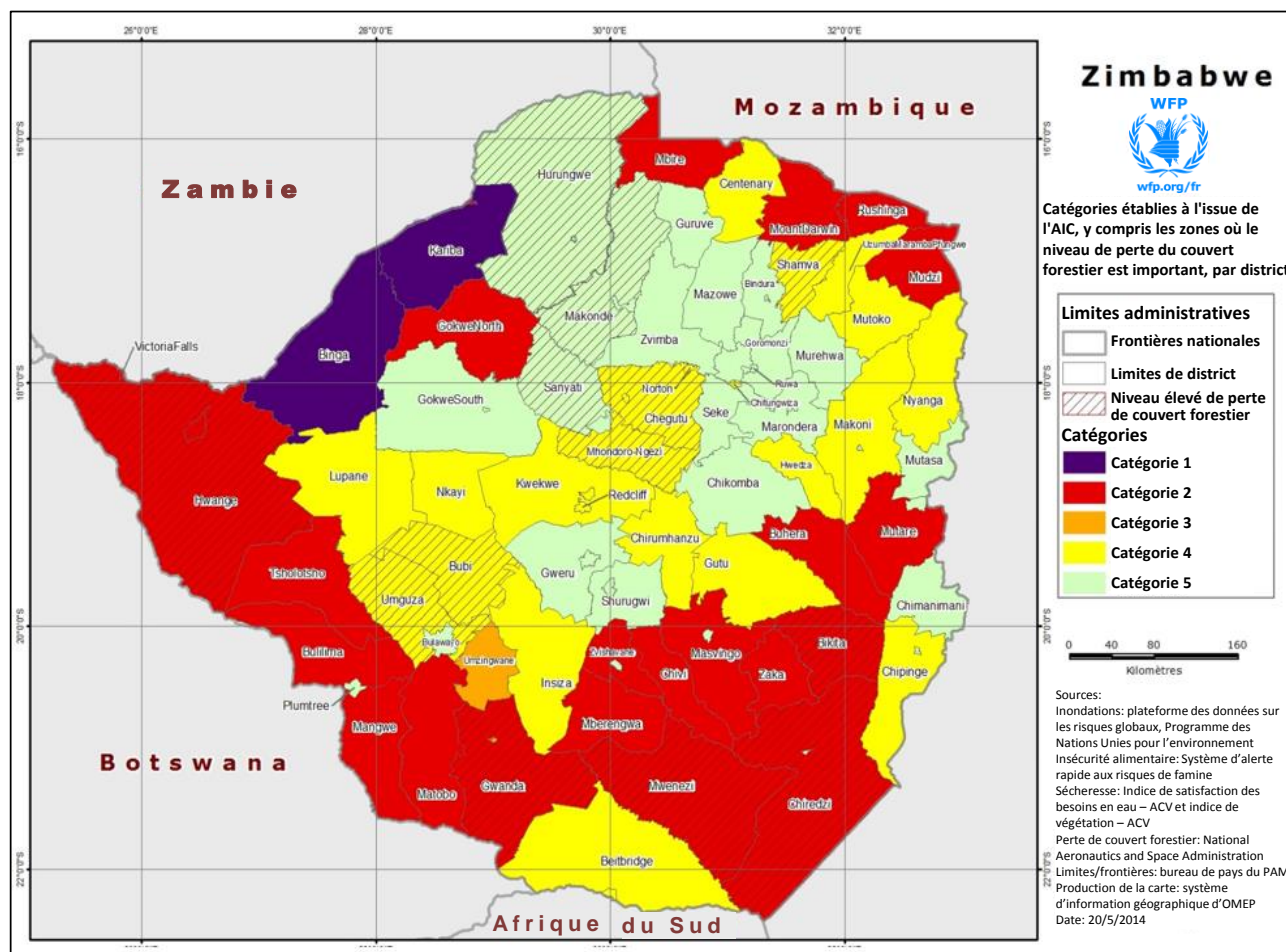
CADRE LOGIQUE

<p>Produit 6.1: Les partenaires au Zimbabwe ont accès aux services liés à la chaîne d’approvisionnement assurés par le PAM</p>	<p><i>Catégorie de produit correspondante</i> H. Services et plateformes partagés mis à disposition</p>
<p><i>Activité 6.1: Mettre à disposition des compétences spécialisées et des services dans le domaine de la logistique et des achats</i></p>	<p><i>Catégorie d'activité correspondante</i> Prestation de services et plateformes</p>
<p>Résultats transversaux:</p> <p>C1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences</p> <p>C2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d’une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité</p> <p>C3. L’égalité des sexes et l’autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l’assistance du PAM</p> <p>C4. Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l’environnement</p>	

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS (<i>en dollars</i>)							
Résultat stratégique du PAM/cible des ODD	Résultat stratégique 1 (cible 1 de l'ODD 2)	Résultat stratégique 2 (cible 2 de l'ODD 2)	Résultat stratégique 3 (cible 3 de l'ODD 2)	Résultat stratégique 4 (cible 4 de l'ODD 2)	Résultat stratégique 5 (cible 9 de l'ODD 17)	Résultat stratégique 8 (cible 16 de l'ODD 17)	Total
Effet direct stratégique du PAM	1	2	3	4	5	6	
Transferts	97 179 777	10 169 912	5 103 766	70 656 796	7 389 813	3 891 177	194 391 240
Mise en œuvre	9 881 957	1 736 258	1 399 972	11 256 363	2 080 172	118 003	26 472 726
Coûts d'appui directs ajustés (%)	8 590 519	962 387	528 963	6 610 478	744 392	330 293	17 767 033
Total partiel	115 652 253	12 868 557	7 032 702	88 523 637	10 214 376	4 339 473	238 630 999
Coûts d'appui indirects (7%)	8 095 658	900 799	492 289	6 196 655	715 006	303 763	16 704 170
TOTAL	123 747 911	13 769 356	7 524 991	94 720 292	10 929 383	4 643 236	255 335 169

ANNEXE III



La représentation et l'utilisation des frontières et des noms sur cette carte n'impliquent ni acceptation ni reconnaissance officielle de la part du Programme alimentaire mondial ou de l'Organisation des Nations Unies. Le Programme alimentaire mondial ne garantit pas la fiabilité ni l'exactitude des données qui y figurent. À notre connaissance, les chiffres indiqués sont exacts et actualisés.

Risque d'exposition à des chocs naturels	Récurrence de l'insécurité alimentaire		
	FAIBLE	MOYENNE	ÉLEVÉE
FAIBLE	Zone 5 CATÉGORIE 5 Programmation qui contribue à renforcer la préparation aux situations d'urgence pour réduire les risques et renforcer la résilience face aux chocs naturels et aux autres facteurs de perturbation.	Zone 3 B CATÉGORIE 3 Programmation sur le long terme destinée à faire face à une situation d'insécurité alimentaire sur le long terme (chronique), vraisemblablement due à des facteurs autres que climatiques (par exemple, pauvreté généralisée, conflit prolongé, etc.), l'objectif étant d'améliorer la sécurité alimentaire et de renforcer la résilience face aux chocs et aux facteurs de perturbation d'origine humaine.	Zone 3 A
	Zone 4 B CATÉGORIE 4 Programmation qui contribue à renforcer l'alerte rapide et la préparation aux situations d'urgence (compte tenu des tendances en matière de dégradation des terres) en vue de réduire les risques et de renforcer la résilience face aux chocs naturels et aux autres facteurs de perturbation.	Zone 2 B CATÉGORIE 2 Programmation destinée à faire face à l'insécurité alimentaire saisonnière et/ou à appuyer le relèvement après un choc, l'objectif étant de réduire les risques et de renforcer la résilience face aux chocs naturels et aux autres facteurs de perturbation.	Zone 1 B CATÉGORIE 1 Programmation sur le long terme destinée à faire face à une situation marquée par des crises prolongées et des chocs naturels fréquents qui font obstacle au redressement, l'objectif étant d'améliorer la sécurité alimentaire, de réduire les risques et de renforcer la résilience face aux chocs naturels et aux autres facteurs de perturbation.
MOYEN			
ÉLEVÉ	Zone 4 A	Zone 2 A	Zone 1 A

Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Liste des sigles utilisés dans le présent document

3A	Assistance alimentaire pour la création d'actifs
COMET	outil des bureaux de pays pour une gestion efficace
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ODD	objectif de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	organisation non gouvernementale
PIB	produit international brut
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PSP	plan stratégique de pays
SCOPE	système de gestion des opérations en espèces
SUN	Renforcer la nutrition
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
ZimASSET	Programme du Zimbabwe pour une transformation socioéconomique durable